

Direction des bibliothèques

AVIS

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

LES INTENTIONS DE VOTE AU QUÉBEC EN 2002: ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE L'APPUI À L'ADQ

par

Mathieu Bélanger

Département de science politique, Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de *maître ès sciences*

en science politique

décembre 2007

© Mathieu Bélanger, 2007



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

LES INTENTIONS DE VOTE AU QUÉBEC EN 2002 :
ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE L'APPUI À L'ADQ

présenté par :

Mathieu Bélanger

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Pierre Martin

président-rapporteur

Richard Nadeau

directeur de recherche

André Blais

membre du jury

Résumé

Il arrive rarement qu'un tiers parti parvienne à menacer sérieusement les succès électoraux des principales formations politiques. Pourtant, c'est le cas de l'Action démocratique du Québec, qui en 2002 dominait dans les intentions de vote pour la première fois. Nous croyons qu'une bonne compréhension de cet événement en particulier peut nous permettre de mieux connaître le potentiel de croissance de ce parti, qui s'est fait notamment sentir lors de l'élection générale de mars 2007. Puisque les structures politiques n'ont pas changées depuis des années au Québec, la percée de ce tiers parti doit s'expliquer par une approche centrée sur l'individu. Conséquemment, nous mesurons l'influence de deux catégories de variables qui peuvent jouer sur le choix électoral : les caractéristiques sociodémographiques et l'idéologie. Pour cela, nous procédons à des analyses bivariées et multivariées, à l'aide de la régression logistique multinomiale. Nous concluons ainsi que les partisans de l'ADQ sont plus scolarisés que les autres citoyens. De même, cette formation politique est plus populaire dans la région de Québec, mais pas au sein de la classe moyenne. Au niveau idéologique, ces sympathisants sont des nationalistes québécois, mais fédéralistes; à droite sur les questions économiques et méfiants envers la classe politique.

Mots clés: Action démocratique du Québec, Anti-parti, Élection, Idéologie, Parti libéral,

Parti québécois, Sociodémographique, Sondage, Tiers parti,

Abstract

Third parties rarely manage to seriously threaten the electoral success of major political parties. However, this is exactly what happened with the Action démocratique du Québec, with its 2002 domination of the electoral polls, for the first time of its history. We believe that a good understanding of this period of time can allow us to know better how successful this party can eventually become, as shown partly in the march 2007 general election. Since political structures haven't changed for a long time in Quebec, this third party's breakthrough must be explained by considering changes at the individual's level. Specifically, we consider the sociodemographics and ideological views of the supporters of the party. To this end, we use bivariates and multivariates analysis, the latter being the multinomial logistic regression. We conclude that ADQ supporters are more scolarised than the other citizens. Likewise, this party is more popular in the Quebec region, but not among the middle class. Ideologically, they are Quebec nationalists but nonetheless federalists, right-wing on economical issues and distrustful of the political class.

Keywords: Action démocratique du Québec, Anti-party, Election, Ideology, Parti libéral,
Parti québécois, Poll, Sociodemographic, Third party.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des figures	v
Liste des abréviations.....	vi
Remerciements.....	vii
Introduction	1
Revue des écrits	4
L'importance de la structure	4
<i>L'école structuraliste au Canada</i>	10
<i>Lacunes de l'école structuraliste</i>	12
L'importance de l'individu	13
<i>Les caractéristiques sociodémographiques</i>	14
<i>L'idéologie</i>	19
<i>Un cas particulier de l'idéologie: les sentiments anti-partis</i>	24
Historique de l'ADQ	27
L'année charnière : 2002	28
Un changement profond de la dynamique partisane?	30
Méthodologie	34
Hypothèses	36
Construction des variables	41
Analyse des résultats	47
Les variables sociodémographiques et l'ADQ	47
<i>Régression logistique multinomiale portant sur les variables sociodémographiques</i>	53
Le rôle de l'idéologie	59
<i>Régression logistique multinomiale portant sur les variables sociodémographiques et idéologiques</i>	64
Conclusion	75
L'avenir du système politique québécois	79
Bibliographie	81

Liste des tableaux

1 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'âge	48
2 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction du niveau d'éducation	49
3 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'appartenance à la classe moyenne	50
4 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la langue la plus utilisée à la maison	51
5 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction du genre	51
6 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'occupation	52
7 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la région de résidence	53
8 - Analyse de l'impact des variables sociodémographiques sur les intentions de vote	54
9 - Probabilités (en pourcentage) de voter pour les partis politiques en fonction d'un glissement de la position minimale à celle maximale sur certaines variables sociodémographiques	59
10 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la vision économique des partis	60
11 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la position morale	61
12 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'appui à la souveraineté	61
13 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'identité nationaliste	62
14 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la présence de sentiments anti-partis spécifiques	63
15 - Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la présence de sentiments anti-partis généralisés	64
16 - Analyse de l'impact des variables sociodémographiques et idéologiques sur les intentions de vote	65
17 - Probabilités (en pourcentage) de voter pour les partis politiques en fonction d'un glissement de la position minimale à celle maximale sur certaines variables sociodémographiques et idéologiques	71

Liste des figures

1 – <i>Modèle en cascade</i>	16
------------------------------------	----

Liste des abréviations

ADQ : Action démocratique du Québec

PLQ : Parti libéral du Québec

PQ : Parti québécois

RMR : Région métropolitaine de recensement

Remerciements

Au cours des derniers mois de travail, certaines personnes ont apporté une contribution particulière à la rédaction du présent mémoire de maîtrise. Je désire ici les remercier chaleureusement de cette aide.

D'abord, mes parents, Roger et Céline, ainsi que mon frère, Simon, qui m'ont permis d'avoir la richesse la plus rare lorsque l'on est en production: du temps. Pour le nombre de sacrifices que vous avez fait pour moi, pour la tranquillité que vous m'avez offert et surtout, pour votre amour sans limite, merci!

Je ne sais pas si j'aurais réussi à accomplir ce travail dans les délais sans la collaboration de mon ami et collègue Bryan Breguet, qui a passé beaucoup de temps – sûrement plus qu'il ne le prévoyait initialement – à m'expliquer certains concepts statistiques et le fonctionnement de programmes informatiques liés à ceux-ci. Merci à toi!

Je tiens à souligner la contribution initiale – mais très significative – de Éric Bélanger, qui m'a permis d'avoir en ma possession la banque de données nécessaire à mon étude. De même, Angelo Elias, autre collègue de science politique, a été d'une aide très appréciée dans la maîtrise initiale de Stata. Merci à tous les deux!

Finalement, je ne peux passer sous silence la disponibilité et la patience de mon directeur de recherche, Richard Nadeau, qui m'a fourni nombre de judicieux conseils tout au long de ce processus. Merci beaucoup!

LES INTENTIONS DE VOTE AU QUÉBEC EN 2002 : ANALYSE DES DÉTERMINANTS DE L'APPUI À L'ADQ

Depuis l'apparition de la science politique moderne, l'un des sujets de prédilection des politologues consiste à étudier les partis politiques et les relations qu'ils entretiennent entre eux. En ce sens, on a tôt remarqué que dans plusieurs régimes politiques, une situation se dégage où seuls deux partis politiques parviennent à devenir assez importants pour pouvoir prétendre à la prise du pouvoir. Or, malgré cela, de temps à autre un troisième parti parvient à se tailler une place de choix dans l'électorat et menace l'hégémonie des deux autres formations politiques. De tels phénomènes soulèvent un grand nombre de questions. Encore aujourd'hui, chaque nouvelle émergence d'un tiers parti est synonyme d'effervescence intellectuelle pour les spécialistes de la politique. La raison pour ce fait est fort simple : il subsiste toujours beaucoup d'inconnues et chaque situation de ce type le rappelle avec puissance.

Heureusement, ces moments d'effervescence sont également très productifs dans l'entreprise qu'est l'avancement des connaissances scientifiques. Ainsi, plusieurs théories visant justement à expliquer l'émergence des tiers partis politiques existent présentement. Si autant de tentatives d'éclaircissement existent, c'est parce que ce phénomène est particulièrement complexe, notamment lorsque l'objectif visé est une théorie globale qui pourrait s'appliquer à la majorité des situations relevant d'un tel cas de figure. Malgré cela, deux écoles de pensées dominent les analyses. Dans un premier temps, certains auteurs stipulent qu'il faut regarder le système politique pour comprendre l'émergence d'un tiers parti. Ainsi, la faiblesse marquée d'un des deux partis principaux pourrait fournir les conditions gagnantes à l'apparition d'un tiers parti, par exemple. De l'autre côté, d'autres politologues croient qu'il faut aborder les électeurs comme unité d'analyse. En ce sens, le phénomène qui nous intéresse ici s'expliquerait plutôt par les comportements et les attitudes particuliers des électeurs, pris de façon individuelle.

Afin de pouvoir contribuer à ce débat, nous analyserons ici un cas bien précis, soit celui de l'Action démocratique du Québec et de sa montée impressionnante dans les sondages en 2002. Cet épisode possède un double avantage : il est proche de nous à la fois géographiquement et temporellement. De plus, comme ce parti existe toujours et est même présent à l'Assemblée nationale du Québec, son intérêt scientifique est flagrant. De même, lors de l'élection générale du 26 mars 2007, ce parti est devenu l'opposition officielle, changeant alors la dynamique du système partisan au Québec. Le choix de l'année 2002 s'explique facilement : elle représente la première fois où ce parti occupait une position de premier plan sur la scène politique provinciale.

À cette fin, l'analyse empirique nécessaire à l'élaboration de conclusions sérieuses sur la montée de l'Action démocratique du Québec en 2002 se construit autour de la deuxième école de pensée mentionnée ci-dessus et ce, pour des raisons qui sont expliquées un peu plus loin. De façon plus concrète, et considérant à la fois le contexte politique particulier du Québec et le fait que l'on traite ici de la montée d'un tiers parti, notre analyse des individus se découpe selon deux grands axes : (1) les diverses caractéristiques sociodémographiques et (2) la dimension idéologique, particulièrement en ce qui concerne les axes classiques gauche-droite économique et moral, l'appui à la souveraineté du Québec, l'identité nationaliste et la présence de sentiments anti-partis.

Afin d'obtenir les résultats empiriques les plus intéressants possible, notre analyse se divise en deux grands modèles – correspondant aux deux axes ci-dessus décrits – chacune comprenant deux parties. Dans un premier temps, nous effectuons une analyse bivariée entre chacune de nos variables et les intentions de vote. Ensuite, c'est de façon multivariée que nous procédons, plus précisément à l'aide de la régression multinomiale logistique. Cette technique permet de mieux comprendre d'où proviennent ces électeurs qui décidèrent de donner leur appui à l'Action démocratique du Québec à ce moment, ainsi que la position que ce parti occupe sur l'échiquier politique du Québec.

Comme il est souligné ci-dessus, notre étude est pertinente puisque le débat sur les raisons conduisant à l'émergence de tiers partis est toujours en cours. Toutefois, l'intérêt provient encore plus du peu d'études entourant l'Action démocratique du Québec en tant que telle, malgré sa présence relativement importante sur la scène politique québécoise depuis un peu plus de dix ans et, surtout, sa percée significative lors de l'élection générale du 26 mars 2007. Particulièrement, aucun examen scientifique, utilisant une méthodologie statistique, ne tente à ce jour de bien cerner ce parti politique. C'est surtout à cette faiblesse que nous tentons de répondre.

Notre recherche se construit selon la structure suivante. Notre premier chapitre fait un bilan et une critique des principaux écrits tentant d'expliquer l'émergence des tiers partis, afin de fournir le cadre théorique nécessaire à l'élaboration de la présente étude. Ensuite, notre deuxième chapitre fait un survol de l'historique de l'Action démocratique du Québec, de sa création à l'élection générale provinciale de 2007, ce qui nous permet de mieux cerner notre sujet. Ceci est suivi par le troisième chapitre, qui présente la méthodologie employée. C'est également au sein de ce chapitre que nos hypothèses de travail sont énoncées. Le cœur du présent mémoire, soit la présentation des résultats, se situe au sein du quatrième et dernier chapitre. Finalement, la conclusion présente la synthèse de nos résultats et les perspectives de recherches futures que ceux-ci permettent d'entrevoir.

Revue des écrits

Depuis que les partis politiques existent, au sens moderne du terme, certains nouveaux partis cherchent à s'imposer sur la place publique. Dans plusieurs cas, ils subissent des échecs. Ici, on a qu'à penser à la campagne présidentielle états-unienne de Ralph Nader en 2000 pour nous permettre de mesurer un tel exemple. Dans d'autres situations, toutefois, les nouvelles formations politiques connaissent des succès importants, allant parfois jusqu'à remplacer un parti qui dominait jusqu'alors. Un tel cas se retrouve avec le Parti québécois au Québec, qui envoya l'Union nationale dans le néant politique. Hors du Canada et particulièrement en Europe, les Verts parviennent parfois à devenir assez important pour joindre le gouvernement, en coalition avec des partenaires plus puissants. Considérant ce large éventail de possibilités pour les partis politiques émergents, on comprend facilement que ceux-ci attirent une vive attention des politologues. Ceci est également nourri par la situation unique des États-Unis, où aucun tiers parti n'a réussi à connaître un succès durable. Alors, une certaine littérature scientifique existe et tente de faire la lumière sur le phénomène qu'est l'émergence des tiers partis. Comme ces écrits ne s'entendent pas tous, une revue des écrits devient nécessaire afin de bien pouvoir cerner l'état des connaissances actuelles.

L'importance de la structure

Dans un premier temps, une école de pensée importante en science politique accorde une très grande place aux structures du système de partis afin d'expliquer l'émergence d'un tiers parti sur la scène politique. Cette école de pensée est relativement vieille. L'un des premiers, et encore aujourd'hui l'un des principaux, auteurs de cette vision est Anthony Downs. Avec son classique *An Economic Theory of Democracy*¹, Downs fonde l'approche des choix rationnels en science politique. Selon le modèle de l'auteur, le principe de base en ce qui concerne les partis politiques est que ceux-ci n'agissent

1 Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy* (Boston : Addison-Wesley Publishing Company, Inc., 1957).

que pour obtenir et garder le pouvoir. En ce sens, « parties formulate policies in order to win elections, rather than win elections in order to formulate policies »².

Ainsi, les partis politiques adoptent des programmes électoraux et des positions idéologiques seulement, selon la situation, afin de se différencier ou au contraire se rapprocher du marché électoral de ses adversaires, avec pour seul objectif réel de maximiser le nombre de votes pouvant être reçus. En bout de piste, toutes les équipes politiques seraient interchangeable. Dans cette lignée, le seul élément qui permettrait d'expliquer l'émergence d'un tiers parti, c'est tout simplement que celui-ci a réussi à se trouver une niche idéologique différente des autres partis³. À cela s'ajoute un deuxième facteur, soit le fait qu'il est en même temps capable d'attirer les votes allant précédemment à ces derniers, ce qui se produit notamment à la suite d'un événement majeur, comme une guerre, une révolution, une crise économique, etc⁴. D'ailleurs, Downs stipule que dans le cadre d'un système bipartisan, les deux partis en cause tentent d'avoir une plate-forme électorale le plus proche possible de l'autre⁵. C'est en ce sens qu'il semble que Downs utilise une approche structuraliste pour expliquer l'émergence des tiers partis. En effet, ce sont les caractéristiques du système qui sont importantes : bipartisme ou multipartisme; stratégie de convergence ou de divergence des partis politiques majeurs; présence ou non de tentative par le tiers parti en question d'utiliser un autre discours que ces derniers.

Cette vision des choses est reprise par Bonnie M. Meguid. Dans une de ses études, l'auteure tente de mesurer empiriquement l'impact que peut avoir le comportement des partis politiques établis sur le succès électoral des nouvelles formations à enjeu unique⁶. Plus exactement, elle analyse les

2 *Ibid.*, 28.

3 Ce point est également soutenu par Éric Bélanger, « The Rise of Third Parties in the 1993 Canadian Federal Election : Pinard Revisited », *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 37:3 (septembre 2004), 581-594, p.585.

4 Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 297.

5 *Ibid.*, chapitre 4.

6 Bonnie M. Meguid, « Competition Between Unequals : The role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success »,

conséquences de trois types d'actions possibles de la part des partis principaux : ceux-ci peuvent ignorer le nouvel enjeu électoral, se positionner sur ce point de façon similaire au nouveau parti, ou au contraire prendre une orientation adverse à ce dernier. Afin de tester son hypothèse, la politologue examine les résultats électoraux des partis à enjeu unique en Europe occidentale, de 1970 à l'an 2000. De cette façon, Meguid obtient un échantillon assez large qui lui permet de constater que par les comportements ci-dessus nommés, un parti établi peut nuire au succès électoral d'une jeune formation ou à l'opposé, favoriser le néophyte afin de nuire à un autre parti également bien établi sur la scène politique. Cette conclusion nous permet de remarquer qu'une vue d'ensemble du système politique, incluant ses acteurs, est nécessaire afin de comprendre les circonstances permettant à de petits partis de connaître une percée électorale significative.

Dans la même lignée, un autre classique de cette première école de pensée doit être abordé, soit la thèse de Maurice Duverger, qui « has always been seen as the best exemple of an institutionalist approach »⁷. Effectivement, celui-ci a tôt contribué à l'analyse des partis politiques. Plus exactement, Duverger tente d'« esquisser une première théorie générale des partis, nécessairement vague, conjecturale, approximative, qui puisse servir de base et de guide à des analyses en profondeur »⁸. Dans cette optique, l'un des sujets abordés est le lien qui doit être fait entre, justement, la structure d'un système politique, ici manifesté par le mode de scrutin, et le nombre de partis politiques qui sont présents dans ledit système.

Pourquoi le mode de scrutin? Selon le politologue, « système de partis et système électoral sont deux réalités indissolublement liées »⁹. Ainsi, à bien des égards, le mode de scrutin serait un facteur

American Political Science Review 99:3 (août 2005), 347-359.

7 Virgílio Afonso da Silva, « Duverger's Law : Between social and institutional determinism », *European Journal of Political Research* 45:1 (janvier 2006), 31-41, p.31.

8 Maurice Duverger, *Les partis politiques, Sixième édition* (Paris : Librairie Armand Colin, 1967), vii.

9 *Ibid.*, 235.

primordial dans la détermination du nombre de partis pouvant espérer avoir une place significative sur la scène politique. Dit en d'autres termes pour le sujet nous intéressant, le mode de scrutin pourrait favoriser ou au contraire nuire à l'apparition et à la croissance de tiers partis. Ainsi, selon la fameuse formule de Duverger, « le scrutin majoritaire à tour unique tend à un système dualiste, avec alternance de grands partis indépendants »¹⁰. L'auteur accorde une très grande importance à cette règle et lui prête une force impressionnante. Il va jusqu'à affirmer que « de tous les schémas qu'on a définis dans ce livre, ce dernier est sans doute le plus proche d'une véritable loi sociologique. On relève une coïncidence à peu près générale entre le scrutin majoritaire à un tour et le bipartisme : les pays dualistes sont majoritaires et les pays majoritaires sont dualistes »¹¹.

Duverger se montre toutefois capable de nuancer son propos. En effet, le bipartisme ne se présente pas nécessairement, dans un système politique donné, au niveau central. Plutôt, dans certaines circonstances, celui-ci peut n'être observé qu'au sein des circonscriptions prises individuellement. Cela est le cas lorsqu'un petit parti est très fort dans une région spécifique donnée, tout en étant pratiquement inexistant ailleurs¹². Un excellent exemple de cela est sans doute l'élection fédérale canadienne de 1997. Alors qu'au niveau global, on assiste à un multipartisme réel avec quatre partis ayant un statut officiel, la situation était tout autre lorsque l'on aborde les circonscriptions. En effet, dans la plupart d'entre elles, on se trouve face à une compétition sérieuse entre seulement deux partis. Par exemple, au Québec, celle-ci se situe à tout compte fait exclusivement entre le Bloc québécois et le Parti libéral du Canada¹³. En d'autres termes, le bipartisme existe, mais au niveau local : il est tout simplement différent d'une région à l'autre. Bref, c'est un tel contexte qui permettrait, selon Duverger, à un tiers parti de s'établir avec sérieux sur la scène politique.

10 *Id.*

11 *Ibid.*, 248.

12 *Ibid.*, 331.

13 Élections Canada, *Trente-sixième élection générale 1997 : Résultats officiels du scrutin : Synopsis*. En ligne, <http://www.elections.ca/content.asp?section=gen&document=index&dir=rep/dec3097&lang=f&textonly=false>, 2003, mise à jour du 13 août (page consultée le 23 mai 2006).

Au-delà du choix du mode de scrutin, la grandeur des circonscriptions peut également avoir un impact significatif sur la présence de tiers partis, puisque l'on peut supposer que plus une circonscription est grande et comporte plus de sièges à pourvoir, plus il sera alors facile pour un petit parti d'y entretenir une bataille politique lui permettant d'obtenir un nombre minimal de sièges. Afin de tester cette hypothèse, Matt Golder a entrepris une comparaison de 18 pays d'Europe, cherchant de cette façon à mesurer empiriquement l'influence de cet élément sur la présence de tiers partis d'extrême-droite¹⁴. Ses conclusions sont limpides.

Tout d'abord, la grandeur des circonscriptions aide effectivement et directement les petits partis d'extrême-droite dans leur quête de sièges¹⁵. De plus, l'impact de cette variable accroît l'influence que peut avoir le niveau d'immigration dans un pays donné sur le vote en faveur des partis d'extrême-droite. Golder va même plus loin dans son analyse. Il affirme que « the effect of immigration on the success of populist parties depends on the permissiveness of the electoral system »¹⁶. Ainsi, on se rend rapidement compte que le nombre de sièges à pourvoir par circonscription joue un rôle fondamental, de façon à la fois directe et indirecte, sur les votes que peuvent recevoir les tiers partis d'extrême droite en Europe occidentale.

Dans une analyse un peu similaire, les rôles que jouent la disproportionnalité du système politique et le niveau de multipartisme sur le vote en faveur de partis d'extrême-droite d'Europe occidentale, de nouveau, sont abordés¹⁷. Le premier terme se rapporte au pourcentage minimal qu'un parti politique doit obtenir afin de pouvoir gagner un siège à la chambre basse, tandis que le deuxième élément de cette équation s'exprime comme étant le nombre de partis effectifs présents au sein de cette

14 Matt Golder, « Explaining Variation in the Success of Extreme Right Parties in Western Europe », *Comparative Political Studies* 36:4 (mai 2003), 432-466.

15 *Ibid.*, 450,

16 *Ibid.*, 457,

17 Robert W. Jackman et Karin Volpet, « Conditions Favouring Parties of the Extreme Right in Western Europe », *British Journal of Political Science* 26:4 (octobre 1996), 501-521.

même assemblée. Afin de pouvoir obtenir les meilleures conclusions possible, cette étude utilise les données électorales de 16 pays d'Europe occidentale, de 1970 à 1990. Les résultats sont ici aussi clairs. En effet, les auteurs concluent que « electoral disproportionality [...] increasingly dampens support for the extreme right as the number of parliamentary parties expands. At the same time, multi-partism increasingly fosters parties of the extreme right with rising proportionality »¹⁸.

En utilisant une perspective beaucoup plus large, John Gerring obtient également des résultats importants concernant le lien entre les institutions politiques et le vote en faveur des tiers partis. Effectivement, ce politologue utilise un échantillon visant à regrouper les dix dernières élections des chambres basses nationales de tous les pays démocratiques utilisant un mode de scrutin uninominal à un tour, à quelques exceptions près. Au total, 217 élections sont décortiquées¹⁹. Plus exactement, les rôles de cinq éléments sont testés. Ces derniers sont le fédéralisme, le présidentielisme, la durée de vie des présentes institutions électorales, le niveau d'organisation des grands partis, et finalement la volatilité électorale²⁰.

Selon l'auteur, les conclusions sont probantes. Ainsi, le fait qu'un pays soit une fédération augmente très significativement les probabilités qu'un tiers parti puisse percer sur la scène électorale. En fait, « a change from unitarism to federalism, holding all other factors constant, would result in a 15 point gain in the total seats won by minor parties »²¹. Ceci est clairement majeure comme influence. De plus, les autres variables nommées ci-dessus jouent également un rôle important, bien que de façon plus faible dans le cas du présidentielisme²². Considérant le grand échantillon d'élections abordées par cette étude, réparties autant géographiquement que temporellement, les conclusions de l'auteur ne

18 *Ibid.*, 516.

19 John Gerring, « Minor Parties in Plurality Electoral Systems », *Party Politics* 11:1 (janvier 2005), 79-107, p.81-83.

20 *Ibid.*, 92.

21 *Ibid.*, 95.

22 *Ibid.*, 96.

peuvent qu'être prises avec sérieux. Le lien entre les institutions politiques et l'appui envers les tiers partis ne peut que difficilement être remis en doute, d'après les conclusions de l'auteur.

L'école structuraliste au Canada

En abordant cette école de pensée, on ne peut passer sous silence la contribution majeure de Maurice Pinard dans l'étude des tiers partis, avec son ouvrage *The Rise of a Third Party, A Study in Crisis Politics*²³. Dans ce texte, l'objectif de l'auteur est de dégager une théorie générale éclairant l'émergence des tiers partis. À cette fin, Pinard propose que deux facteurs primordiaux constituent l'explication désirée. Premièrement, la situation politique doit être telle qu'on ne retrouve qu'un seul aspirant crédible à la prise du pouvoir. Le deuxième parti doit être tellement déconsidéré par la population, pour une raison ou pour une autre, que les électeurs ne pensent même pas sérieusement à voter pour lui, même s'ils sont insatisfaits du parti au pouvoir. Ce principe général demeure le même dans une situation de multipartisme : un seul parti politique est assez fort et crédible pour prendre le pouvoir. C'est ce que Pinard nomme la « dominance d'un parti »²⁴. En ce qui concerne l'étude de l'auteur, soit la montée du Crédit social en 1962 au Québec lors de cette élection fédérale, le politologue remarque que telle était la situation de faiblesse du Parti conservateur à ce moment. Effectivement, ce dernier, de 1896 à 1958, ne parvenait pas à percer au Québec : non seulement recevait-il peu de votes, mais en plus aucun de ses candidats ne réussissaient à se faire élire²⁵.

À cette situation de faiblesse des partis d'opposition, un autre élément important entre en ligne de compte. En effet, ce premier segment de réponse ne pourrait expliquer à lui seul l'émergence d'un nouveau parti politique ou d'un tiers parti déjà existant, puisque ce n'est pas dès qu'un parti d'opposition devient faible qu'il se fait remplacer. Il doit donc y avoir un événement déclencheur. À ce sujet, Pinard

23 Maurice Pinard, *The Rise of a Third Party, A Study in Crisis Politics*. (New Jersey : Prentice-Hall, Inc., 1971).

24 *Ibid.*, 22.

25 *Id.*

stipule que « strains must also be present. Without them, one-party dominance, for instance, can only lead to long tenures by the dominant party »²⁶. Selon le politologue, il existe plusieurs catégories de ce que nous traduirons par « tensions ». En tout premier lieu, il existe des tensions économiques. Celles-ci se manifestent lorsque la situation financière de larges segments de la population se détériore significativement d'une élection à l'autre, sans toutefois se situer dans le contexte d'une dépression économique majeure²⁷. C'est notamment ce scénario qui s'est produit, selon l'auteur, lors de l'élection canadienne fédérale de 1962 et qui expliquerait la montée fulgurante et contre toute attente du Crédit social. De même, des changements sociaux majeurs ayant un impact sur l'économie, comme l'industrialisation, peuvent avoir le même impact, soit laisser pour compte certaines catégories de la population, qui doivent alors chercher un nouveau véhicule politique pour exprimer leurs frustrations.

Afin de compléter certaines lacunes de cette théorie de Maurice Pinard, Éric Bélanger a procédé à sa propre analyse d'une élection ayant connu l'émergence d'un tiers parti, soit celle de 1993 au Canada. En fait, à ce moment, le Bloc québécois et le *Reform party* étaient deux partis qui connaissaient leur première élection générale. Malgré cela, tous deux réussirent à faire élire un grand nombre de députés, étant respectivement l'Opposition officielle et le deuxième groupe d'opposition²⁸. Ce terrain fertile pour élaborer les propos de Pinard a donc permis à Bélanger de tester entre autres son hypothèse selon laquelle les tensions pouvaient être également autres que strictement économiques. Plus particulièrement, Bélanger stipule que les échecs de l'Accord du Lac Meech et de l'Entente de Charlottetown, dans le cadre des conflits opposant le centre (Ottawa) et la périphérie (particulièrement le Québec et l'Ouest canadien), peuvent justement constituer un cas de tension non-économique²⁹.

26 *Ibid.*, 91.

27 *Ibid.*, 100.

28 Parlement du Canada, *Députés de la Chambre des communes – 1867 à aujourd'hui – Par législature*. En ligne, <http://www.parl.gc.ca/information/about/people/house/mpsparl.asp?lang=F>, 2006, mise à jour du 12 mai (page consultée le 19 mai 2006).

29 Bélanger, « The Rise of Third Parties in the 1993 Canadian Federal Election : Pinard Revisited », 586.

Aussi, remarquons que Bélanger est d'accord avec Pinard en ce qui concerne l'importance d'avoir une situation de dominance d'un seul parti³⁰. De plus, il est également sur la même longueur d'onde que celui-ci en ce qui concerne le fait qu'une telle situation a un impact bien plus grand face aux tiers partis non-idéologiques³¹, par opposition à un parti idéologique comme le Bloc québécois par exemple³². Cette démonstration est clairement faite par Bélanger dans le cas de l'élection canadienne fédérale de 1993³³.

Lacunes de l'école structuraliste

Une fois ce survol des principaux écrits de l'école structuraliste effectué, il devient important de souligner également les principales lacunes de cette dernière. À cette fin, il est utile de revenir sur les idées de Maurice Duverger. En effet, il est important de remarquer qu'il ne faut pas voir dans les propos de l'auteur une tentative d'établir une règle déterministe au sens littéral du terme³⁴. Premièrement, Duverger utilise le terme « tend » pour expliquer le sens et la force de sa relation, lorsqu'il explicite sa théorie. Au-delà de cela, le politologue souligne clairement qu'il croit que d'autres facteurs que le mode de scrutin peuvent être importants, voire plus que ce dernier. Effectivement, celui-ci stipule, au sujet de leur influence, que

cela ne signifie pas qu'on l'ait jamais considérée comme plus importante que les autres. En fait, l'action des systèmes de scrutin pourrait être comparée à celle d'un frein ou d'un accélérateur : tel régime électoral facilite la multiplication des partis, engendrée par l'action d'autres facteurs; tel autre régime lui fait obstacle; etc. Mais les modes de scrutin ne jouent pas un rôle proprement moteur : ce sont les réalités nationales, les idéologies, et surtout les structures socio-économiques qui ont en général l'action la plus décisive à cet égard³⁵.

30 *Ibid.*, 591.

31 Maurice Pinard, « Third Parties in Canada Revisited : A rejoinder and Elaboration of the Theory of One-Party Dominance », *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 06:03 (septembre 1973), 439-460, p.443.

32 La question de l'idéologie d'un parti est examinée plus en détail dans la section suivante. Nous pouvons toutefois ici affirmer que ce souci de Pinard et de Bélanger fait que ceux-ci ne peuvent être classés comme de « purs structuralistes ». Néanmoins, comme leur vision globale stipule l'importance des structures, nous les plaçons quand même dans cette catégorie.

33 Bélanger, « The Rise of Third Parties in the 1993 Canadian Federal Election : Pinard Revisited », 591.

34 da Silva, « Duverger's Law : Between social and institutional determinism ».

35 Duverger, *Les partis politiques, Sixième édition*, 235.

Cette remarque de Duverger est très importante. Elle manifeste clairement que les structures à elles seules ne sont pas suffisantes afin d'éclairer la montée de tiers partis. À ce constat, il faut rajouter une autre faiblesse fondamentale aux théories de cette école de pensée. Celles-ci ignorent généralement une question centrale : *quel* parti devrait effectuer une percée? En effet, même si des thèses comme celles de Pinard et de Gerring peuvent être utiles dans certains cas pour comprendre le phénomène général, elles ne permettent pas réellement de répondre à cette interrogation.

Également, il arrive parfois qu'un tiers parti connaisse une percée dans un système politique qui n'a pourtant connu aucune mutation. Dans un tel cas, il est évident, par simple déduction, que la structure ne peut expliquer le phénomène en question. Alors, la seule avenue de solution possible doit résider autre part. Justement, considérant à la fois cela et le fait que l'école structuraliste ne permet pas de déterminer quel tiers parti devrait être favorisé par les structures, le conseil de Duverger doit être suivi et nous devons regarder ailleurs pour expliquer ce qui nous intéresse ici. À cette fin, le possible lien entre les caractéristiques sociodémographiques et l'appui aux tiers partis politiques est examiné dans la section suivante.

L'importance de l'individu

Heureusement, la plupart des politologues savent très bien qu'aucune école de pensée n'est parfaite. En fait, Duverger lui-même, comme souligné ci-dessus, considère qu'il faut également porter un regard attentif aux facteurs touchant l'individu même. Suivant sa recommandation, la présente étude aborde également ces éléments. À cette fin, ceux-ci sont divisés en deux catégories. Premièrement, on dénote les caractéristiques sociodémographiques, qui incluent des éléments comme l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, etc. Ensuite, l'autre catégorie qui revêt une certaine importance est l'orientation idéologique, qui comprend des composantes comme les axes classiques gauche-droite économique et morale et le niveau de cynisme envers la chose politique. En d'autres termes, dans cette section,

l'importance n'est plus accordée aux structures et à ce qui est impersonnel, mais plutôt à l'individu spécifiquement.

Les caractéristiques sociodémographiques

Outre Maurice Duverger, plusieurs politologues accordent une grande importance aux caractéristiques sociodémographiques des électeurs afin de comprendre leur comportement électoral. Parmi ceux-ci, on peut noter l'apport de Michal Shamir et Asher Arian, qui étudient l'influence de tels facteurs sur les élections israéliennes de 1969 à 1996. Plus exactement, les variables ici en cause sont l'âge, le genre, le nombre de personnes présentes par ménage, le niveau d'éducation, le revenu, le niveau de pratique religieuse et finalement, l'appartenance ethnique³⁶. Dès le départ, les auteurs remarquent que les variables sociodémographiques considérées ensemble prédisent correctement entre 64% et 76% de la variation du modèle, ce qui est très impressionnant. Plus particulièrement, l'âge, l'appartenance ethnique et le niveau de pratique religieuse sont dans ce cas-ci les principales variables sociodémographiques à influencer significativement le vote des Israéliens³⁷. Selon les auteurs, il n'est pas surprenant d'obtenir de tels résultats, du point de vue de la théorie. En effet, « issues based on ethnic, racial, linguistic, religious, or regional diversity and collective identity characterize most countries, including Western democracies. Neglecting these factors weakens the generalizations of students of comparative political behavior »³⁸.

Cette constatation, selon laquelle il est important de s'attarder aux variables sociodémographiques afin de bien comprendre les phénomènes électoraux, est également partagée par certains politologues européens. Ainsi, Marcel Lubbers et Peer Scheepers utilisent cet outil dans le

36 Michal Shamir et Asher Arian, « Collective Identity and Electoral Competition in Israel », *The American Political Science Review* 93:2 (juin 1999), 265-277, 267.

37 *Id.*

38 *Ibid.*, 274.

cadre de leur étude portant sur l'appui électoral donné au parti d'extrême-droite *Republikaner*, dans le territoire correspondant à l'ancienne Allemagne de l'Ouest, au début des années 1990³⁹. Une fois de plus ici, ce type de variables joue un rôle significatif. Par exemple, les auteurs remarquent que les électeurs moins instruits et les cols bleus appuient davantage le parti *Republikaner* que les autres groupes de la population, car ils sont plus enclins à être contre l'immigration, une position soutenue par ce parti⁴⁰. Dans la même lignée, les personnes non-religieuses suivent la même tangente, vraisemblablement puisque cette catégorie de la population possède moins de liens sociaux forts, ce qui nourrit un désir de mousser leur non-conformisme, ce que proposent justement les partis d'extrême-droite⁴¹.

Au niveau du Canada, il convient de souligner la grande contribution d'André Blais et de son équipe, dans le cadre leur étude de l'élection fédérale canadienne de 2000⁴². Dans cette analyse, les spécialistes exploitent un modèle explicatif du vote, présenté à la figure 1 ci-dessous, comprenant huit composantes, hiérarchisées selon une formule de type cascade⁴³, qui a d'abord été élaboré par Miller et Shanks pour leur étude électorale états-unienne⁴⁴.

39 Marcel Lubbers et Peer Scheepers, « Individual and contextual characteristics of the German extreme right-wing vote in the 1990s. A test of complementary theories », *European Journal of Political Research* 38:1 (août 2000), 63-94, p.70.

40 *Ibid.*, 81.

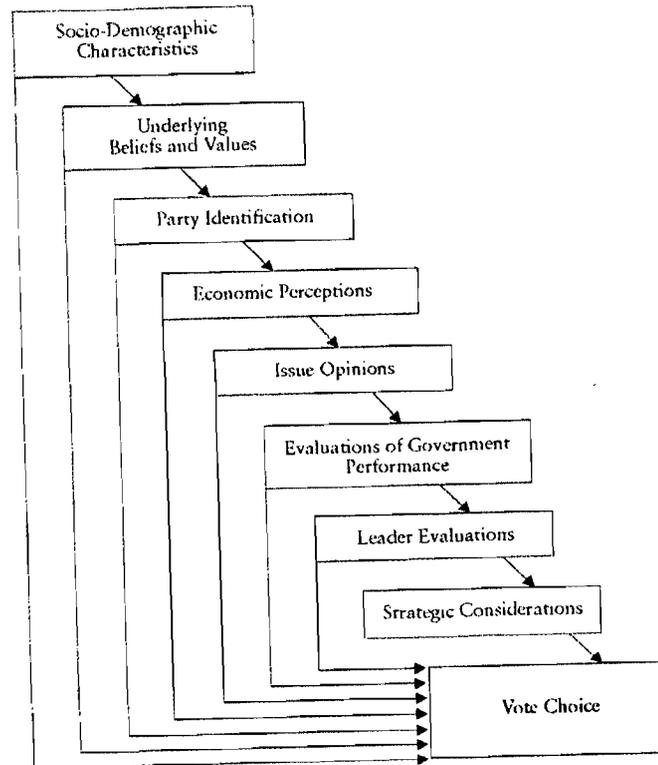
41 *Ibid.*, 81-82.

42 André Blais, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte, *Anatomy of a Liberal Victory : Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election* (Peterborough, Ontario : Broadview Press, 2002), 84.

43 Voir également Elisabeth Gidengil, André Blais, Joanna Everutt, Patrick Fournier et Neil Nevitte, « Back to the Future? Making Sense of the 2004 Canadian Election Outside Quebec », *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 39:1 (mars 2006), 1-25. Toutefois, comme le livre de 2002 est plus complet que cet article, c'est le livre qui sert de référence pour notre analyse et ce, même s'il est un peu moins récent.

44 Warren E. Miller et J. Merrill Shanks, *The New American Voter* (Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press, 1996), 192.

Figure 1
Modèle en cascade



Source : Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte, *Anatomy of a Liberal Victory*, 84.

En ordre décroissant en terme d'importance, celles-ci sont les caractéristiques sociodémographiques, les valeurs et croyances, l'identification partisane, les perceptions face à l'économie, l'opinion sur les enjeux de l'heure, l'évaluation sur la performance du gouvernement, l'évaluation des chefs politiques, et finalement les considérations d'ordre stratégique⁴⁵. De plus, chaque élément peut à la fois influencer directement le vote de l'électeur en question⁴⁶ et avoir un impact sur les autres aspects étant à sa suite. Par exemple, les valeurs qu'a un citoyen risquent fortement d'être au moins en partie tributaires de ses caractéristiques sociodémographiques. En ce sens, il est important de remarquer que ces dernières sont à la base de tous les autres éléments.

45 Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte, *Anatomy of a Liberal Victory*, 84.

46 Ceci serait notamment le cas des catholiques, qui appuient massivement le Parti libéral du Canada, bien qu'on ne soit toujours pas en mesure d'expliquer cette situation. Voir André Blais, « Accounting for the Electoral Success of the Liberal Party in Canada, Presidential address to the Canadian Political Science Association London, Ontario June 3, 2005 », *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 38:4 (décembre 2005), 821-840, p.830.

Logiquement, l'accent doit donc être porté sur cet aspect. Dans cet ordre d'idées, cette équipe d'analystes spécifie que plusieurs éléments de ce premier palier de la « cascade » ont eu une influence appréciable et significative sur le vote des électeurs canadiens lors de l'élection de 2000. Par exemple et en ce qui concerne la province de Québec seulement, deux variables possèdent un lien très important avec le comportement électoral : la langue et l'âge. Le fait de mentionner ici les données plus en détail permet de comprendre plus concrètement l'ampleur de l'importance que peuvent avoir les variables sociodémographiques. Ainsi, toujours au Québec, « Seventy per cent of non-francophones voted Liberal, 55 per cent of francophones under the age of 55 voted for the Bloc, and the two parties were more or less tied [...] among francophones aged 55 and over »⁴⁷.

André Blais a également procédé à des analyses au niveau provincial. Ainsi, il en produisit une avec Richard Nadeau ciblant l'appui envers le Parti québécois entre 1970 et 1981. Il est intéressant que là aussi, Blais et son partenaire énoncent que la langue et l'âge sont très fortement liés au comportement électoral⁴⁸. Parmi les autres éléments à noter, mentionnons le fait d'être syndiqué, la pratique religieuse et le secteur d'emploi⁴⁹. De ceci, nous pouvons conclure de nouveau que la démonstration de l'importance, au moins dans certains cas, de critères sociodémographiques dans la compréhension du choix électoral est faite. À ce sujet, il est d'ailleurs intéressant de mettre en relief l'argumentaire théorique qu'utilisent Blais et Nadeau par rapport à leur choix de variables. En effet, ils stipulent que

les variables socio-économiques sont des variables antécédentes et [...] par conséquent elles sont plus susceptibles de brouiller les données. Si nous nous attachons, dans un premier temps, à bien mesurer l'impact de ces variables, nous serons plus en mesure par la suite de distinguer des sous-groupes à l'intérieur desquels les attitudes peuvent avoir une influence significative. Par ailleurs, une bonne connaissance de la clientèle péquiste est essentielle sur le plan théorique pour situer politiquement le Parti québécois. De ce point de vue, il nous semble qu'à ce jour les auteurs qui se sont penchés sur cette question [...] se sont trop souvent contentés de réponses faciles et figées⁵⁰.

47 Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte, *Anatomy of a Liberal Victory*, 95.

48 André Blais et Richard Nadeau, « L'appui au Parti québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981 », dans Jean Crête, dir., *Comportement électoral au Québec* (Chicoutimi, Québec : Gaëtan Morin éditeur, 1984), 311-312.

49 *Ibid.*, 315.

50 *Ibid.*, 280.

Ainsi, Blais et Nadeau suggèrent que l'étude de cette catégorie de variables est importante, voire primordiale, dans un premier temps parce que celle-ci serait « antécédente » aux autres. À cela, on note la même vision que l'étude que ces deux politologues, en collaboration avec deux autres collègues, produiront pour l'élection fédérale de 2000 décrite ci-dessus. Mais l'argument central pour l'utilisation de ce type d'analyse face au Parti québécois de cette époque est que ce dernier était à ce moment plutôt jeune et mal connu, d'un point de vue scientifique. Il est donc intéressant de prendre bonne note de ce commentaire pour d'éventuels autres cas d'analyses de nouvelles formations politiques.

Un dernier élément doit être mentionné en ce qui concerne les variables sociodémographiques. En effet, il est précédemment mentionné que ce type de variables peut affecter directement les intentions de vote des électeurs. Il convient alors de s'attarder à cet enjeu. Pour cela, il est impératif d'ouvrir une parenthèse sur la question des raccourcis décisionnels. Plusieurs auteurs soulignent l'existence de tels raccourcis, qui permettent aux électeurs de compenser un manque d'informations politiques pour faire un choix politique précis, en utilisant à la place des éléments indirects d'informations⁵¹. Par exemple, un raccourci décisionnel, permettant de procéder à une prise de décision de façon plus simple en ce qui concerne un vote à faire pour un référendum sur une politique donnée, pourrait être le fait que tel parti politique appuie ou au contraire oppose telle option. Bien que tous les auteurs ne s'entendent pas sur l'ampleur de l'apport que les raccourcis peuvent avoir sur la qualité du choix politique, il semble toutefois que l'existence d'un minimum de contribution soit établie⁵².

Or, Fred Cutler suggère qu'un de ces raccourcis décisionnels réside justement dans les variables sociodémographiques. De façon générale, selon le politologue, les électeurs préfèrent les gens qui sont

51 Voir notamment Scott L. Althaus, *Collective Preferences in Democratic Politics* (Cambridge : Cambridge University Press, 2003); Paul M. Sniderman, Richard A. Brody et Philip E. Tetlock, *Reasoning and Choice* (Cambridge : Cambridge University Press, 1991); et Arthur Lupia, « Shortcuts Versus Encyclopedias : Information and Voting Behavior in California Insurance Reform Elections », *American Political Science Review* 88:1 (mars 1994), 63-76.

52 Scott L. Althaus, *Collective Preferences in Democratic Politics*.

près d'eux, d'un point de vue des caractéristiques de cette catégorie. Ainsi, les hommes préféreraient les hommes, les membres des minorités culturelles d'autres membres des mêmes communautés, etc⁵³. Afin de pouvoir aboutir à cette conclusion, Cutler analyse des sondages d'opinion organisés dans le cadre des élections canadiennes fédérales de 1993 et 1997. L'auteur tente toutefois d'aller encore plus loin dans son analyse, en découvrant les groupes qui sont plus susceptibles d'être influencés par la distance les opposant aux chefs des partis politiques.

Plus précisément, l'objectif est de découvrir s'il existe une différence au niveau de l'influence subie par les gens les plus sophistiqués politiquement par rapport à ceux qui le sont moins et si oui, de quelle nature elle est. La conclusion est claire : « the response is just as strong among those who use policy criteria in their calculus as it is among those voters who do not »⁵⁴. L'utilisation de critères sociodémographiques est donc très significative dans le calcul menant à un choix électoral, de façon indirecte, comme mentionné précédemment, et de façon directe, comme le stipule Cutler.

L'idéologie

Néanmoins, nous ne pouvons affirmer que ce seul élément ait une force explicative suffisante pour démystifier de façon adéquate les intentions de vote des électeurs face aux partis politiques. D'autres aspects doivent être abordés. D'ailleurs, c'est une telle conception que soutient Downs dès 1957, tout comme l'école des choix rationnels qui découle de cette thèse. En effet, le politologue stipule que « each citizen in our model votes for the party he believes will provide him with a higher utility income than any other party during the coming election period »⁵⁵. Si tel est le cas, il convient alors de retourner vers ces principes afin de mieux pouvoir comprendre le phénomène qui nous intéresse ici.

53 Fred Cutler, « The Simplest Shortcut of All : Sociodemographic Characteristics and Electoral Choice », *Journal of Politics* 64:2 (mai 2002), 466-490.

54 *Ibid.*, 483.

55 Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 38-39.

Ainsi, Wouter van der Brug a produit une étude portant sur les données du *Dutch Parliamentary Elections Study 1998*, qui le conduit à conclure que « the analysis in this study showed that changes in ideological positions of parties has substantial impact on the election outcome, because ideology proximity is the most important determinant of voting behavior »⁵⁶. Il faut toutefois comprendre que les électeurs ne s'orientent que très peu à l'aide de l'ensemble des prises de position des partis politiques sur les divers enjeux, bien que ce lien demeure statistiquement significatif⁵⁷. D'ailleurs, Downs prévoyait un raisonnement très similaire : le coût que devrait payer un électeur pour connaître les positions exactes de tous les partis en vue de la prochaine élection serait tout simplement beaucoup trop élevé, de sorte qu'il serait irrationnel d'agir de cette façon⁵⁸.

L'alternative est alors évidente : les électeurs votent plutôt en fonction des idéologies des partis, ce qui simplifie énormément le calcul à faire. De ce fait, on comprend également que si un parti adopte des positions spécifiques qui font en sorte que les électeurs perçoivent le parti comme changeant d'idéologie, alors ces positions auront un impact sur le vote, mais seulement de façon indirecte⁵⁹. Par exemple, si un parti de gauche adopte des positions favorables envers la défense nationale, il pourrait perdre ses électeurs traditionnels, puisque ces derniers commenceraient à croire que le parti est devenu une formation se situant au centre ou à la droite de l'échiquier politique. Bref, ce qui importe n'est pas tant la position particulière du parti sur un enjeu que son idéologie globale. Il est utile de mentionner ici que nous considérons l'idéologie dans son sens large, ne nous limitant pas seulement aux axes classiques gauche-droite économique et moral, bien que ceux-ci demeurent centraux.

56 Wouter van der Brug, « Issue ownership and party choice », *Electoral Studies* 23:2 (juin 2004), 209-233, p.225.

57 *Ibid.*, 224.

58 Downs, *An Economic Theory of Democracy*, 98-99.

59 van der Brug, « Issue ownership and party choice », 224-226.

C'est d'ailleurs dans le même sens qu'abonde Amber L. Seligson dans son examen de la montée du tiers parti argentin *FREPASO* en 1995. Dans un premier temps, l'auteur note que ce nouveau parti se situe à gauche politiquement, alors que les deux principaux partis se situent plutôt à droite⁶⁰. De ce constat découle l'hypothèse évidente : les électeurs qui se tournent vers *FREPASO* le font parce que ce parti partage leur idéologie, qui est de favoriser une plus grande intervention de l'État dans l'objectif d'ainsi pouvoir mieux régler les problèmes que connaît l'Argentine. Se basant sur les données électorales de 1995, l'auteur procède à la construction d'un électeur typique et le fait passer de l'idéologie et de l'attitude face au gouvernement les plus à droite à celles les plus à gauche, sur le plan économique. Se faisant, « the likelihood of that voter casting a ballot for FREPASO increases by an average of 64% »⁶¹, ce qui est certainement majeure comme influence. Cet exemple concret démontre clairement que, dans certains cas du moins, on ne peut sérieusement prétendre à comprendre la montée des tiers partis sans prendre en considération la question idéologique.

L'idéologie ne se limite évidemment pas qu'au niveau d'intervention de l'État dans l'économie qui est désiré. Une autre facette souvent importante est l'opposition entre conservatisme et libéralisme moral. Par exemple, David Lublin constate qu'au sein du Congrès états-unien, les membres du Parti républicain et ceux du Parti démocrate ont des opinions différentes par rapport aux droits que doivent avoir les personnes homosexuelles et lesbiennes⁶². Ce fait démontre l'importance que peut parfois avoir cette composante de l'idéologie sur le choix politique. En même temps, cela ne signifie pas qu'il existe un lien absolu entre ces éléments. En effet, plusieurs commentateurs croyaient fermement que le conservatisme moral était le facteur clé permettant de comprendre le vote pour la présidentielle états-unienne de 2004, mais les données empiriques indiquent que ceux-ci se sont trompés : d'autres facteurs

60 Amber L. Seligson, « Disentangling the Roles of Ideology and Issue Positions in the Rise of Third Parties : The Case of Argentina », *Political Research Quarterly* 56:4 (décembre 2003), 465-475, p.467.

61 *Ibid.*, 472.

62 David Lublin, « The Strengthening of Party and Decline of Religion in Explaining Congressional Voting Behavior on Gay and Lesbian Issues », *PS : Political Science & Politics* 38:2 (avril 2005), 241-245.

ont été beaucoup plus importants à ce moment⁶³. Ainsi, on remarque que parfois le conservatisme moral joue sur le comportement électoral, mais pas toujours.

Si de façon générale l'idéologie est un élément politique central dans les autres pays, cela est également vrai au Canada. Afin de compléter notamment l'étude de l'équipe de Nevitte portant sur l'élection fédérale canadienne de 1997 qui statuait justement en ce sens⁶⁴, Scotto et ses collègues entreprirent une étude encore plus poussée, couvrant cette à la fois cette élection et celle de 2000⁶⁵. Même en contrôlant pour les facteurs sociodémographiques, « the voter's ideological positions on issues had a significant impact on the probability of their casting a vote for a particular party [...] [For exemple], a more favorable position on Quebec nationalism issues increases the probability of a non-identifier voting for the BQ by 51% »⁶⁶ (souligné par l'auteur), dans le cas de l'élection de 2000. Ce cas, bien qu'étant le plus spectaculaire, est loin d'être unique. De même, les auteurs stipulent également que « a standard model of the vote that included the several ideological dimensions adds appreciably to its explanatory power »⁶⁷.

Il semble donc clair que les idéologies jouent un rôle non négligeable sur les intentions de vote des électeurs. Toutefois, une condition essentielle semble être nécessaire afin que cela puisse se produire : les électeurs doivent être en mesure de distinguer les idéologies et positions différentes des partis. Effectivement, on peut facilement imaginer un cas où les électeurs ne verraient pas ces différences, que celles-ci soient existantes ou non. Dans une telle situation, les idéologies ne pourraient

63 D. Sunshine Hillygus et Todd G. Shields, « Moral Issues and the Voter Decision Making in the 2004 Presidential Election », *PS : Political Science & Politics* 38:2 (avril 2005), 201-209.

64 Neil Nevitte, André Blais, Elisabeth Gidengil et Richard Nadeau, *Unsteady State : The 1997 Canadian Federal Election* (Don Mills, Ontario : Oxford University Press, 2000), p.132.

65 Thomas J. Scotto, Laura B. Stephenson et Allan Kornberg, « From a two-party-plus to a one-party-plus? Ideology, vote choice and prospects for a competitive party system in Canada », *Electoral Studies* 23:3 (septembre 2004), 463-483.

66 *Ibid.*, 474.

67 *Id.*

forcément avoir aucune influence. Or, nous savons que les électeurs sont généralement très peu informés de ce qui concerne le monde politique⁶⁸. À partir de ce constat, deux possibilités existent : ou bien l'utilisation de raccourcis décisionnels, tels que décrits précédemment, permet de combler au moins partiellement cette lacune, ou bien tel n'est pas le cas.

Heureusement, nous devons conclure que le premier scénario est le plus proche de la réalité. À tout le moins, les électeurs font des distinctions nettes entre les différents partis politiques, de façon globale en tout cas. Par exemple, en ce qui concerne les partisans du Parti libéral du Québec et du Parti québécois, « [ils] présentent des différences significatives si l'on mesure leur attachement aux valeurs postmatérialistes selon l'échelle de valeurs d'Inglehart »⁶⁹. À cela, s'ajoute le fait que l'« on observe chez les électeurs un plus grand attachement à l'égalitarisme au PQ qu'au PLQ »⁷⁰, de même qu'aux valeurs postmatérialistes de façon générale. Ces conclusions ne confirment pas que les électeurs distinguent de façon rationnelle les idéologies des deux partis principaux, mais il est clair que dans les faits les citoyens se regroupent politiquement de façon conforme au clivage classique gauche-droite, ici de la variante morale, tel que l'on s'y en serait attendu. En prime, cette étude démontre en même temps l'utilité de cette division pour comprendre la réalité politique québécoise.

Au sujet de la vision qu'ont les électeurs des partis politiques, une étude de Nadeau et Blais est captivante. Celle-ci tente de déterminer, au niveau fédéral canadien, si les électeurs considèrent que certains partis politiques sont plus performants sur les grandes questions que d'autres. Par exemple, les auteurs veulent savoir à quel parti les citoyens font le plus confiance pour s'occuper des questions internationales, de l'unité nationale, etc. Ceci est une autre façon de savoir, encore une fois, à quel point

68 Michael X. Delli Carpini et Scott Keeter, *What Americans Know about Politics and Why It Matters* (New Haven et Londres : Yale University Press, 1996).

69 Réjean Pelletier et Daniel Guérin, « Postmatérialisme et clivages partisans au Québec : les partis sont-ils différents? », *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 29:1 (mars 1996), 71-109, p.93.

70 *Ibid.*, 95.

les électeurs parviennent à distinguer les partis les uns des autres et ce, dans un contexte où plus de deux partis sont présents. Les conclusions de cette équipe sont également rassurantes : dans une majorité de cas, « Canadians clearly distinguish between parties and [...] these distinctions do not merely reflect the parties' overall popularity »⁷¹. Il est donc clair que l'adéquation entre les partis politiques, d'une part, et leurs adhésions idéologiques et leurs performances sur ces enjeux, d'autre part, peuvent se faire. Concrètement, cela signifie qu'il est utile de s'attarder à ces questions dans le cadre de la présente étude, car les probabilités suggèrent qu'ainsi nous pouvons obtenir des résultats qui veulent vraiment dire quelque chose.

Un cas particulier de l'idéologie: les sentiments anti-partis

En plus de cette perspective, il est intéressant de noter qu'il arrive régulièrement que les tiers partis se définissent en opposition à leurs adversaires, ce qui est normal, mais surtout à une « clique » politique qui regrouperait ceux-ci. En d'autres termes, selon certains tiers partis, les partis principaux, soit ceux parvenant à accéder au pouvoir, ne posséderaient pas de réelles différences les uns des autres, mais agiraient dans la pratique de façon très similaire. Cette conception ouvre des perspectives théoriques intéressantes. En effet, certains auteurs se sont penchés sur la question des partis politiques qui affichent une attitude « anti-partis ».

En ce qui concerne les États-Unis, la contribution de Geoff Peterson et J. Mark Wrighton est intéressante. Effectivement, ces auteurs examinent les élections présidentielles de 1968, 1980 et 1992, soit celles où respectivement George Wallace, John Anderson et H. Ross Perot firent campagne et obtinrent des résultats relativement importants, même s'ils étaient des candidats extérieurs aux deux partis principaux. Plus précisément, l'étude tente justement de clarifier le lien unissant le niveau de

71 Richard Nadeau et André Blais, « Do Canadians Distinguish between Parties? Perceptions of Party Competence », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 23:2 (juin 1990), 317-333, p.330.

confiance envers le gouvernement et les grands partis politiques, d'une part, et l'appui électoral reçu par les trois candidats en question, d'autre part. Les résultats sont probants : moins un électeur à confiance envers les institutions, plus il a de chance de voter pour un tiers parti plutôt que pour l'un des deux grands partis⁷². De plus, la valeur de prédiction du modèle des auteurs se situe, selon l'élection, entre 32% et 59%⁷³. Cela signifie donc que la question de la confiance joue un rôle effectivement très puissant face à l'appui envers les tiers partis, du moins aux États-Unis.

Dans le contexte de son étude sur les sentiments anti-partis, Poguntke suggère que ce type d'attitude se divise en deux catégories. La première correspond à ceux qui se détournent des principaux partis politiques, la deuxième classe porte en dégoût les formations politiques en tant que telles⁷⁴. Il s'agirait donc de deux réalités très différentes, ce qui peut avoir un impact important sur un système politique donné. Bien que cette typologie soit théoriquement pertinente, peu d'études l'ont abordée de façon empirique⁷⁵, sans doute puisqu'il est extrêmement difficile d'opérationnaliser cette distinction⁷⁶. Heureusement, « peu » ne veut pas dire « aucune ». En ce sens, une analyse produite par Éric Bélanger est fascinante, notamment parce qu'elle aborde entre autres le Canada.

Deux conclusions majeures se dégagent de ce texte. D'abord, la présence de sentiments anti-partis spécifiques, soit ceux visant les partis principaux, « increases the probability of choosing all third parties over the incumbent in Canada »⁷⁷. Ensuite, le sentiment anti-partis généralisé, soit la deuxième facette de ce phénomène, « is consistently associated with abstention (as opposed to a vote for the

72 Geoff Peterson et J. Mark Wrighton, « Expression of Distrust : Third-Party Voting and Cynicism in Government », *Political Behavior* 20:1 (mars 1998), 17-34, p.27.

73 *Ibid.*, 22.

74 Thomas Poguntke, « Anti-party sentiment – Conceptual thoughts and empirical evidence : Explorations into a minefield », *European Journal of Political Research* 29:3 (avril 1996), 319-344, p.324.

75 Éric Bélanger, « Antipartyism and Third-Party Vote Choice, A Comparaison of Canada, Britain and Australia », *Comparative Political Studies* 37:9 (novembre 2004), 1054-1078, p.1057.

76 Elisabeth Gidengil, André Blais, Neil Nevitte et Richard Nadeau, « The Correlates and Consequences of Anti-Partyism in the 1997 Canadian Election », *Party Politics* 7:4 (juillet 2001), 491-513, p.496.

77 Éric Bélanger, « Antipartyism and Third-Party Vote Choice, A Comparaison of Canada, Britain and Australia », 1068.

incumbent) in Canada [...] and seems much more important to exit behavior than specific antipartyism.[...] Nonetheless, a few third parties significantly succeed in tapping generalized antipartyism compared with the incumbent party, [such as] the Reform Party in Canada »⁷⁸. À ces conclusions s'ajoute une tendance que l'auteur note et qui mérite d'être explorée, soit le fait qu'il semblerait que les partis nationalistes, tel le Bloc québécois au Canada, profitent principalement des sentiments anti-partis spécifiques puisqu'après tout, leurs critiques concernent le traitement réservé à leur « nation » par les partis politiques principaux avant toute autre chose⁷⁹.

En somme, cette revue des écrits indique que le comportement électoral des citoyens s'oriente en grande partie en fonction de leurs attributs sociodémographiques et idéologiques. Ce constat nous permet de continuer notre étude portant sur les déterminants de l'appui à l'ADQ en 2002, en nous indiquant l'approche qui doit être adoptée pour comprendre cet épisode. De même, afin de rendre ce dernier le plus limpide possible, nous devons le remettre dans son contexte historique.

⁷⁸ *Id.*

⁷⁹ *Ibid.*, 1072.

Historique de l'ADQ⁸⁰

L'Action démocratique du Québec trouve son origine dans les événements entourant l'Accord du Lac Meech. Plus précisément, en mars 1991, le Parti libéral du Québec adopte le Rapport Allaire comme position constitutionnelle, prônant une réforme en profondeur de la constitution canadienne pour accorder une bien plus large autonomie au gouvernement du Québec. Toutefois, à peine plus d'un an plus tard, soit le 29 août 1992, le PLQ change sa position et rejette le Rapport Allaire en faveur de l'approche qui débouchera éventuellement sur l'Entente de Charlottetown. En réaction à cette volte-face, Jean Allaire, auteur du rapport du même nom, quitte le parti avec un groupe d'autres dissidents. Parmi ceux-ci, on note principalement Mario Dumont, jusqu'alors président de la Commission-Jeunesse du parti.

À partir de ce moment, ce groupe de dissidents s'organise de façon à pouvoir militer plus activement pour leurs idées politiques. À cette fin, ils forment un nouveau parti politique, soit l'Action démocratique du Québec, à partir du 18 janvier 1994. Lors du congrès de fondation de ce nouveau joueur sur l'échiquier politique, les membres élisent Jean Allaire comme chef. Toutefois, un mois plus tard, celui-ci se retire pour des raisons de santé, permettant ainsi à l'ancien président de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, Mario Dumont, de devenir le nouveau chef du parti. Quelques mois plus tard, l'ADQ vécut son premier test électoral, puisqu'une élection générale est déclenchée pour le 12 septembre 1994. À ce scrutin, l'ADQ n'obtient que 6.5% des suffrages⁸¹. Bien que ce nombre soit relativement faible, il tout de même intéressant lorsque l'on rappelle que le parti a à ce moment moins d'un an et que malgré cela, il franchit la barre psychologique des 5%. De plus, Mario Dumont réussit à

80 Sauf indication contraire, les informations contenues dans cette première sous-section proviennent de la source : ADQ, *Accueil*. En ligne, <http://www.adq.qc.ca>, 2004 (page consultée le 6 mai 2006).

81 Assemblée nationale du Québec, *Informations historiques*. En ligne, <http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/index.html>, 2004, mise à jour du 25 novembre (page consultée le 6 mai 2006).

se faire élire dans la circonscription de Rivière-du-loup, avec un résultat retentissant de près de 55% des suffrages exprimés⁸². Ceci permet au nouveau parti d'avoir un minimum respectable d'importance et de présence dans les médias.

Cette situation s'améliore encore grandement pour l'ADQ et Mario Dumont en 1995, alors que le gouvernement péquiste de Jacques Parizeau invite ce dernier à se joindre aux Commissions sur l'avenir du Québec. De même, l'ADQ devient partie signataire, avec le Bloc québécois de Lucien Bouchard et le Parti québécois, de l'entente constitutionnelle en vue du référendum sur la question de la souveraineté du Québec. En plus, autre moment fort en potentiel pour l'ADQ, l'élection générale de 1998 permet à ce parti de présenter un candidat dans chaque circonscription du Québec et d'être présent lors du débat des chefs⁸³. Ainsi, Mario Dumont se situe sur le même pied d'égalité que Jean Charest, chef du Parti libéral du Québec, et Lucien Bouchard, maintenant chef du Parti québécois. Grâce notamment à cela, l'Action démocratique du Québec augmente ses appuis lors de cette élection, en obtenant 11,8% des suffrages exprimés, bien que seul Mario Dumont parvient à se faire élire sous la bannière du parti. À la suite de ces événements, Mario Dumont devient un enfant chéri des médias, qui réussit à propager une image positive de sa personne⁸⁴.

L'année charnière : 2002

Cette montée de l'ADQ, jusqu'alors légère mais relativement stable, se confirme d'autant plus en 2002, année cruciale pour le parti. En effet, le printemps réchauffe à ce moment non seulement la température ambiante, mais également les espoirs de Mario Dumont. Plus précisément, trois élections partielles se déroulent le 15 avril, dans les circonscriptions d'Anjou, de Viger et de Saguenay. L'Action

82 *Id.*

83 Radio-Canada, *Les Archives de Radio-Canada : Débat à trois*. En ligne, http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-619-3384/politique_economie/combats_chefs/clip6, 2006 (page consultée le 6 mai 2006).

84 André Pratte. *Le temps des girouettes* (Montréal : VLB éditeur, 2003), 13.

démocratique du Québec obtient dans les deux premiers cas un résultat tout de même intéressant, comparativement à l'élection de 1998, soit respectivement 18% et 11% des suffrages exprimés⁸⁵. Toutefois, la réelle surprise vient de la circonscription de Saguenay, où le candidat adéquiste, François Corriveau, récolte près de 48% des suffrages exprimés, devenant ainsi le premier candidat du parti à être élu, mis à part le chef Mario Dumont.

Heureusement pour ce parti, son histoire ne s'arrête pas là. Effectivement, le 17 juin suivant, quatre autres élections partielles ont lieu, dans les circonscriptions de Berthier, Joliette, Lac-Saint-Jean et Vimont. De ces quatre élections, seule celle du Lac-Saint-Jean échappe à la vague adéquiste, bien que par seulement 651 votes, soit moins de 3%. En ce qui concerne les trois autres circonscriptions, les résultats sont respectivement de 51%, de 38% et de 50%⁸⁶. On remarque alors aisément l'engouement qui se crée à ce moment pour ce parti qui, rappelons-le, n'avait obtenu au niveau de la province que 11,8% des suffrages lors de l'élection générale de 1998.

Dans cette perspective, il est à noter qu'un sondage Léger Marketing publié le 1^{er} juin 2002, confirmant la tendance générale, démontre que 51% des Québécois désiraient que l'ADQ « forme le prochain gouvernement »⁸⁷. De même, un sondage SOM de la fin août 2002 indique que ce parti politique obtient 37,7% des intentions de vote, en avance de sept points sur leur plus proche adversaire. Même chez les électeurs francophones, l'Action démocratique du Québec domine ses adversaires, avec 43% des intentions de vote, par opposition à environ 22% pour les deux autres principaux partis⁸⁸.

85 Directeur général des élections du Québec, *Élections partielles*. En ligne, http://www.electionsquebec.qc.ca/fr/resultats_part.asp, 2006, mise à jour du 20 avril (page consultée le 8 mai 2006).

86 *Id.*

87 Robert Dutrisac, « Sondage Léger Marketing - Le Devoir - The Globe and Mail - La moitié des Québécois veulent un gouvernement adéquiste », *Le Devoir* (Montréal), 1^{er} juin 2002, A1.

88 Denis Lessard, « L'effet Dumont persiste », *La Presse* (Montréal), 24 août 2002, A1.

Un changement profond de la dynamique partisane?

À la lecture de ces quelques statistiques, on remarque aisément qu'un bouleversement majeur de la scène politique paraît se préparer à cette époque. Par exemple, on annonce déjà la venue d'un gouvernement adéquiste majoritaire⁸⁹, ce qui aurait signifié la première prise du pouvoir par un autre parti que le PLQ ou le PQ depuis 1976, date de la première victoire électorale de ce dernier. Mais les analyses vont bien au-delà d'une simple transition au pouvoir. Principalement, notons que Maurice Pinard publie un article important en mars 2003, soit quelques mois avant l'élection générale qui allait suivre, suggérant que le Québec est en processus de « grand réalignement des partis politiques »⁹⁰. Selon cet auteur, l'Action démocratique du Québec deviendrait un parti politique majeur et remplacerait probablement à ce titre le PLQ ou le PQ.

De plus, cette thèse est également soutenue par d'autres auteurs, dont James P. Allan et Richard Vengroff⁹¹. Ceux-ci effectuent dans leur article une analyse détaillée de l'élection générale de 2003, incluant les mois précédents, afin de déterminer si l'ADQ est en voie de devenir le parti de la nouvelle génération montante. Selon les auteurs, l'hypothèse soulevée par Maurice Pinard semble crédible et ce, malgré ce qui peut être considéré comme l'échec de ce parti de percer significativement lors de cette élection, puisqu'il a perdu un député à ce moment.

Cet échec allait se faire sentir durement par le parti de Mario Dumont, qui commençait alors sa traversée du désert. En effet, au cours de la 37^e législature – qui sépare les élections générales de 2003 et de 2007 – le Québec a connu neuf élections partielles. De celles-ci, l'Action démocratique du Québec ne remporta que celle de Vanier. Dans tous les autres cas, non seulement le parti ne parvenait pas à

89 Josée Boileau, « L'ADQ formerait un gouvernement majoritaire : 11 points d'avance sur le PLQ, 15 sur le PQ », *Le Devoir* (Montréal), 5 septembre 2002, A1.

90 Maurice Pinard, « Un grand réalignement des partis politiques au Québec », *Les cahiers du CRIC* (mars 2003), 1-9.

91 James P. Allan et Richard Vengroff, « The Changing Party System in Quebec : The 2003 Elections and Beyond », *Québec Studies* 37 (été 2004), 3-22.

gagner, mais il obtenait des résultats particulièrement décevants, souvent de l'ordre de 5% ou moins. Pis, l'ADQ ne se classa pas toujours au moins au troisième rang dans ces concours démocratiques⁹². Plusieurs commentateurs politiques jugèrent alors que la fin de la carrière politique de Mario Dumont et de son parti approchait rapidement⁹³. Le journal *La Presse* poussa la note même un peu plus loin, en soutenant publiquement que l'ADQ devait fusionner avec le Parti libéral du Québec⁹⁴.

Puis, le vent tourna. Les « accommodements raisonnables » firent énormément de bruit et Mario Dumont exploita cette situation adroitement, d'un point de vue électoral. Tellement bien, en fait, que sa popularité augmenta radicalement, lui permettant d'obtenir un puissant résultat lors de l'élection générale du 26 mars 2007⁹⁵. En effet, l'ADQ devança alors le Parti québécois et forma l'opposition officielle, reléguant ce dernier au titre de deuxième groupe d'opposition, dans ce premier gouvernement minoritaire québécois depuis plus de cent ans⁹⁶. Cette remontée fulgurante de l'Action démocratique du Québec relança le débat concernant la possibilité qu'un réaligement des partis s'opérait⁹⁷.

D'ailleurs, il est important de mentionner une déclaration faite par Vincent Lemieux à ce sujet. Dans un chapitre intitulé *L'État et les jeunes*, publié en 1986, l'auteur aborde les changements profonds qu'a connus le système partisan au Québec et ce, avec une approche basée sur le changement des générations. Ainsi, selon lui, à chaque 30 ans environ, un nouveau parti politique prend forme en représentant mieux les désirs de la nouvelle génération montante, ce qui lui fournit assez d'appuis pour possiblement même remplacer un des deux partis politiques principaux existant jusqu'alors. Ce fut le cas de l'Union nationale qui déclassa le Parti libéral comme parti générationnel, puis du Parti québécois

92 Le Directeur général des élections du Québec, *Élections partielles*.

93 Michel David, « Pour son bien », *Le Devoir* (Montréal), 26 octobre 2006, A3; André Pratte, « Où va l'ADQ? », *La Presse* (Montréal), 12 avril 2006, A24.

94 André Pratte, « Pour une fusion ADQ-PLQ », *La Presse* (Montréal), 22 novembre 2005, A18.

95 Yves Boisvert, « Le nouveau visage du nationalisme », *La Presse* (Montréal), 27 mars 2007, A7.

96 Assemblée nationale du Québec, *Informations historiques*.

97 Voir par exemple Lysiane Gagnon, « Le parti d'une génération? », *La Presse* (Montréal), 28 mars 2007, A29.

qui succéda à l'Union nationale et élimina ce dernier de la carte politique⁹⁸. Suite à ses calculs, le sociologue stipule « que la prochaine élection de réaligement, au Québec, ne viendrait pas avant le début du siècle prochain et que l'émergence d'une nouvelle génération politique n'arriverait pas avant les années 1990 »⁹⁹. Considérant ce qui est mentionné ci-dessus au sujet de l'historique de l'Action démocratique du Québec, l'on pourrait être porté à croire que cette prédiction concerne justement ce parti.

Ce lien est d'autant plus facile à faire lorsqu'une autre citation du même texte de Lemieux est abordée. En effet, ce dernier stipule également que « le parti de la génération future se définirait aussi contre la forme de gouverne du parti de la génération précédente. Il serait donc non nationaliste et non interventionniste. À moins que, comme dans les années 1960, un des deux éléments de la formule soit récupéré, en l'occurrence le nationalisme, et que se forme une espère de nouvelle Union nationale, combinant la foi nationaliste avec le parti pris pour le secteur privé »¹⁰⁰. Or, lors d'un Conseil général de l'ADQ, tenu les 6 et 7 mai 2006, le chef Mario Dumont a stipulé que son parti « est le parti autonomiste du Québec. L'ADQ est un parti de centre-droite ouvert et progressiste sur les questions sociales tout en étant réformateur en matière d'économie, de fiscalité et de gestion de l'État »¹⁰¹. Considérant tout cela, il est difficile de ne pas faire de lien entre l'Action démocratique du Québec et la prédiction de Vincent Lemieux.

Toutefois, une hypothèse, ce n'est pas une confirmation de la réalité. En fait, très peu de données sont actuellement disponibles sur ce parti relativement nouveau qu'est l'Action démocratique du Québec. Effectivement, comme il est démontré ci-dessus, plusieurs auteurs se sont attardés à ce

98 Vincent Lemieux, « L'État et les jeunes », dans Fernand Dumont, dir., *Une Une société des jeunes?* (Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1986), 325-335.

99 *Ibid.*, 330.

100 *Ibid.*, 334.

101 Mario Dumont, *Notes pour une allocution de monsieur Mario Dumont, Chef de l'Action démocratique du Québec : prendre le beau risque de l'autonomie* (Granby : XVI^{ième} Conseil général de l'ADQ, 7 mai 2006).

parti, certains allant même jusqu'à lui prêter un rôle à venir fondamental dans l'histoire politique du Québec. Malgré cela, les seules analyses existantes tentant de faire un portrait de l'adéquiste-type relèvent plus de la chronique politique et du commentaire journalistique que d'une démarche scientifique rigoureuse et méthodique. Parmi les quelques cas de textes ayant une approche scientifique¹⁰², seuls certains éléments sont examinés, à l'exclusion de plusieurs autres. Cette lacune doit être comblée et tel est l'objectif du présent texte.

102 Notons principalement Pinard, « Un grand réalignement des partis politiques au Québec »; Allan et Vengroff, « The Changing Party System in Quebec : The 2003 Elections and Beyond »; et Brian Tanguay, « The Stalled Realignment : Quebec's Party System after the 2003 Provincial Election » dans Daniel Salie et Michael Murphy, dir., *Québec and Canada in the New Century : New Dynamics, New Opportunities* (Montréal : McGill-Queen University Press, 2006), chapitre 11.

Méthodologie

Dans ce désir d'aborder la percée adéquiste de 2002 de façon scientifique, nous devons porter notre regard directement sur le citoyen. Après tout, les électeurs, lorsqu'ils votent, sont justement seuls devant leur bulletin de vote. De plus, comme le stipulait George Gallup, « if democracy is supposed to be based on the will of the people, then somebody should go and find out what that will is »¹⁰³. En ce sens, l'utilisation de sondages devient incontournable. D'abord, seuls ceux-ci permettent d'analyser de façon adéquate et en profondeur des questions comme celles qui nous intéressent ici. Or, il faut spécifier la nature de notre sujet étude. Plusieurs périodes de l'histoire adéquiste auraient pu être fascinantes, mais clairement l'année 2002 gagne la palme, puisque c'est à ce moment que l'ADQ atteint les sommets dans les intentions de votes pour la première fois. Afin de démystifier la nature des citoyens qui peuvent potentiellement être attirés vers ce parti, c'est une telle période qui doit être examinée attentivement.

Notre étude nous permet donc de définir les caractéristiques des citoyens appuyant l'Action démocratique du Québec à un moment bien précis. Toutefois, à partir de telles données, nous pouvons tout de même déduire que ces électeurs pourraient éventuellement et hypothétiquement, si des circonstances similaires à celles existant en 2002 se reproduisaient, redonner leur appui à l'ADQ. En d'autres termes, nous pouvons supposer que les citoyens donnant leur appui à ce parti en 2002 constituent un bassin de population qui regroupe des potentiels sympathisants adéquistes. De là découle l'intérêt de la présente étude. Après tout, ce parti était plus populaire en 2002 que lors de l'élection générale de 2007, ce qui signifie que l'ADQ possède encore un potentiel de croissance. En bout de piste, c'est une meilleure compréhension du Québec politique qui est visée.

103 Gallup Organization, *Corporate History*. En ligne, <http://www.gallup.com/content/default.aspx?ci=1357&pg=2>, 2006 (page consultée le 20 juin 2006).

À cette fin, un sondage commandité par le Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC) et produit par la firme CROP du 27 septembre au 16 octobre 2002, auprès de 1 014 répondants, s'avère d'une grande utilité. En effet, cette enquête d'opinion publique, comportant une marge d'erreur de plus ou moins 3,1% 19 fois sur 20, a été produite justement au moment où l'ADQ était à son sommet, mais tout de même quelque temps après le début de son ascension. Ainsi, le parti avait à ce moment fait le plein de tous les partisans qu'il allait réussir à rassembler pour cette période de temps. En plus, ce sondage est particulièrement complet en ce qui concerne les enjeux et les questions abordés. De façon plus exacte, il nous permet précisément de répondre aux aspects théoriques soulevés précédemment, c'est-à-dire les caractéristiques sociodémographiques des partisans de l'ADQ et la nature de leurs considérations idéologiques, comprenant les axes classiques gauche-droit économique et moral, la question nationale et les sentiments anti-partis.

À ce sujet, certains points doivent être éclaircis. Tout d'abord, nous reconnaissons d'emblée que les deux catégories d'éléments mentionnées ci-dessus ne peuvent à elles seules expliquer l'ensemble du phénomène qui nous intéresse. Toutefois, ces considérations dénotent une importance particulière. En effet, la question des sentiments anti-partis est la plus probante à cet égard. Comme il est mentionné ci-dessus, très peu d'études ont analysé cette problématique de façon adéquate. Ce champ est très fertile et prêt à être défriché et ce, particulièrement en ce qui concerne la politique québécoise. En ce qui concerne les caractéristiques sociodémographiques et les idéologies des citoyens au sens plus large, l'intérêt se situe en leur valeur explicative puissante, comme le modèle de cascade décrit précédemment le démontre clairement. En fait, c'est le sommet de cette cascade qui est ainsi décortiqué. Comme la présente analyse est la première à s'attarder aussi attentivement aux caractéristiques des sympathisants adéquistes et que le travail ainsi entrepris en est un plutôt d'exploration, nous considérons que les démarches ici entamées sont bien suffisantes pour répondre à nos besoins.

Concrètement, notre méthodologie emploie deux techniques statistiques. D'abord, nous procédons de façon bivariée, en examinant la répartition des électeurs des différents partis pour chacune de nos variables¹⁰⁴. Cette stratégie nous donne un premier aperçu de l'influence que celles-ci peuvent avoir sur le choix électoral. Ensuite, afin d'obtenir des résultats plus solides, nous utilisons la régression multinomiale logistique. Ce procédé statistique est utile lorsque la variable dépendante est nominale, comme c'est le cas dans le cadre de la présente étude. Plus exactement, il permet de mesurer l'apport distinct de chacune des variables indépendantes dans l'explication de la variable dépendante¹⁰⁵. En d'autres termes, on peut ainsi découvrir quelles variables jouent réellement sur le comportement électoral, toute chose étant égale par ailleurs. De plus, nous utilisons un programme nommé *SPost* qui fournit une estimation des changements observés au niveau de la variable dépendante lorsqu'une variable indépendante se déplace de la catégorie minimale à celle maximale¹⁰⁶. Dans le cas de variables nominales, le procédé fonctionne de la même façon, mais l'utilisateur du programme informatique doit d'abord créer des variables dichotomiques afin de pouvoir interpréter les résultats. Ensuite, il prend en considération l'aspect non ordinal de ces derniers. Par exemple, si être un homme est codé « 0 » et une femme, « 1 », *SPost* mesure réellement la différence entre les hommes et les femmes.

Hypothèses

Ces précédentes considérations nous permettent de mieux nous situer par rapport à notre étude. Nous avons établi que les structures politiques ne peuvent ici nous fournir d'explications intéressantes, puisqu'elles n'ont pas changé au Québec entre les élections générales de 1998 et de 2002, alors que les intentions de votes, elles, ont grandement évolué. De l'autre côté, la perspective individuelle offre des possibilités bien plus intéressantes. Partant de cela, nous pouvons aborder nos hypothèses de travail.

104 La construction de nos variables est explicitée plus bas.

105 J. Scott Long, *Regression Models for Categorical and Limited Dependent Variables* (Thousand Oaks, Londres, New Delhi : Sages Publications, 1997).

106 Ce procédé est expliqué plus en détail dans J. Scott Long et Jeremy Freese, *Regression Models for Categorical Outcomes Using Stata. Second Edition* (College Station, Texas : Stata Press, 2005).

Dans un premier temps, en ce qui concerne les caractéristiques sociodémographiques, il est déjà noté qu'une principale variable influençant les intentions de vote est l'âge¹⁰⁷. Il y a de bonnes raisons de croire que ceci soit le cas ici. Le fait que Mario Dumont et ses députés élus en 2002 soient relativement jeunes permet de penser que l'ADQ peut être le parti de la nouvelle génération. D'ailleurs, ce parti a justement comme position principale que le débat entre les souverainistes et les fédéralistes est dépassé, que c'est un « vieux » débat qui n'intéresse plus les jeunes d'aujourd'hui qui ont d'autres priorités. Ainsi, notre première hypothèse souligne que *les jeunes¹⁰⁸ ont plus tendance à vouloir voter pour l'ADQ que les électeurs plus âgés* (H1).

Afin d'avoir l'analyse la plus fine possible, nous incluons en plus d'autres variables sociodémographiques, bien que notre revue des écrits suggère que certaines de celles-ci ne devraient pas avoir d'influence sur les intentions de vote. Après tout, l'ADQ est un parti relativement nouveau et donc pourrait aller chercher une clientèle basée sur un clivage différent de ce que la dichotomie PLQ-PQ nous avait habitué. Malgré cela, nous croyons que *le niveau d'éducation n'a pas d'impact significatif sur les intentions de vote* (H2).

À l'opposé, l'ADQ affirme être le parti qui défend le plus la « classe moyenne »¹⁰⁹. Si les électeurs perçoivent la réalité de cette façon, nous pouvons supposer que *les citoyens faisant partie de cette classe¹¹⁰ devraient plus accorder leur appui à l'ADQ que les autres électeurs* (H3).

107 Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte, *Anatomy of a Liberal Victory*, 95.

108 Nous adoptons la définition du Conseil permanent de la jeunesse, à l'effet que les « jeunes » sont les 15-29 ans. Puisque notre étude porte sur le comportement électoral, nous nous limitons toutefois au 18-29 ans. Voir Conseil permanent de la jeunesse. *Conseil permanent de la jeunesse. Jeunes du Québec*. En ligne, http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/stat_jeunes.html, 2006 (page consultée le 22 août 2007).

109 Voir par exemple Québec, Assemblée nationale du Québec, *Budget 2002-2003 – Énoncé complémentaire – Débat parlementaire* – 5346-8. 36^e législature, 2^e session, 26 mars 2002, Cahier # 81, 5346-5348.

110 L'opérationnalisation de cette « classe moyenne » est explicitée dans la section suivante.

Au Québec, la langue est souvent considérée comme étant LA raison fondamentale expliquant les choix électoraux¹¹¹. Or, l'ADQ a fait campagne pour le OUI lors du référendum de 1995 et a depuis une position constitutionnelle toujours nationaliste, même si non-souverainiste. Or, de telles positions sont historiquement soutenues par les francophones et rejetées par les anglophones. Conséquemment, notre quatrième hypothèse consiste à stipuler que *les francophones sont plus susceptibles d'appuyer l'ADQ que les autres groupes linguistiques, bien que ceux-ci devraient se partager également entre ce parti et le PQ* (H4).

De façon similaire à notre hypothèse concernant le niveau d'éducation, l'émergence de l'ADQ nous force à tester une hypothèse bien que notre revue des écrits nous suggère que la politique québécoise n'est normalement pas affectée par cette variable. Ainsi, nous pensons démontrer que la nouvelle situation politique est similaire à l'ancienne sur ce point et que *les hommes et les femmes ne se comportent pas différemment sur les choix électoraux* (H5).

Pareillement, l'occupation qu'a un individu, soit le fait de travailler à temps plein, partiel ou autre, ne devrait pas être importante pour ce qui nous intéresse ici. À cela, nous devons considérer une exception. Les étudiants sont généralement une catégorie de la population qui est plus susceptible d'être ouverte envers de nouvelles idées¹¹². Puisque l'ADQ dit représenter ces dernières, le mouvement étudiant pourrait être une niche favorable à ce parti. Logiquement, notre sixième hypothèse suggère donc que *les étudiants sont plus susceptibles d'appuyer l'ADQ que les autres partis et que les autres occupations n'ont pas d'impact sur les intentions de vote* (H6).

111 Blais, Gidengil, Nadeau et Nevitte, *Anatomy of a Liberal Victory*, 95.

112 Andrew Boggs, « A Matrix for the Comparative Study of Student Movements : Twentieth Century Latin American, U.S. and Indian Student Movements », *Higher Education Perspectives* vol. 2 no.2 (2006), 38-49.

La dernière hypothèse sociodémographique concerne la région de résidence des électeurs. De façon générale au Canada, le vote varie d'une région à l'autre, comme le montre notre revue des écrits. Par exemple, on n'a qu'à penser aux différences électorales entre le Québec et le reste du Canada pour illustrer ce point. Un tel phénomène pourrait se produire de façon similaire au Québec et ainsi favoriser l'ADQ à certains endroits. Pierre Drouilly a analysé les résultats électoraux de 2003 et conclut que ce parti est particulièrement fort dans la région de Québec et dans d'autres endroits qui se retrouvent tous à l'extérieur de la grande région de Montréal¹¹³. Considérant que l'appui à l'ADQ était encore plus élevé en 2002 qu'en 2003, nous pouvons émettre l'hypothèse selon laquelle *les intentions de vote envers ce parti sont concentrées dans la grande région de Québec et dans le reste de la province, à l'exception de la grande région de Montréal* (H7).

En deuxième lieu, les écrits portant sur les élections suggèrent fortement que la dimension idéologique joue un rôle puissant dans la détermination des intentions de vote¹¹⁴. Or, la politique québécoise pourrait se diviser selon quatre axes idéologiques : le niveau d'interventionnisme étatique désiré¹¹⁵, le clivage moral¹¹⁶, l'éternelle question nationale¹¹⁷ et la présence de sentiments anti-partis¹¹⁸. Considérant les positions respectives des partis politiques sur ces enjeux, six autres hypothèses peuvent être formulées. D'abord, la plus simple : *les électeurs défavorables à l'intervention de l'État dans l'économie soutiennent plus l'ADQ que le PLQ, et plus ce dernier que le PQ* (H8).

113 Pierre Drouilly, « Qui a voté quoi, où et pourquoi? » dans Michel Venne, dir., *L'annuaire du Québec 2004* (Saint-Laurent, Québec : Éditions Fides, 2003), 598-618, p.613.

114 Wouter van der Brug, « Issue ownership and party choice », 225.

115 Pelletier et Guérin, « Postmatérialisme et clivages partisans au Québec : les partis sont-ils différents? », 93.

116 Pelletier et Guérin, « Postmatérialisme et clivages partisans au Québec : les partis sont-ils différents? ».

117 Scotto, Stephenson et Kornberg, « From a two-party-plus to a one-party-plus? Ideology, vote choice and prospects for a competitive party system in Canada », 474.

118 Au minimum, ceux-ci sont présents dans la province au niveau fédéral. Voir Bélanger, « Antipartyism and Third-Party Vote Choice, A Comparison of Canada, Britain and Australia », 1072.

Ensuite, le clivage moral peut également avoir un impact sur le choix électoral. Il est intéressant de noter de nouveau que l'ADQ affirme être progressiste sur les questions sociales. De plus, le Québec semble jusqu'à maintenant suivre un modèle selon lequel le parti dont la création est la plus récente est également celui qui affiche la plus grande ouverture aux valeurs postmatérialistes. À tout le moins, cela est vrai lorsque l'on compare le Parti québécois et le Parti libéral du Québec¹¹⁹. Selon la même logique, nous pouvons croire que *les partisans adéquistes sont plus progressistes que les péquistes, qui le sont à leur tour par rapport aux libéraux* (H9).

Pour ce qui est de l'appui à la souveraineté, *les citoyens adhérant à cette idée préfèrent plus le PQ que l'ADQ et davantage celui-ci que le PLQ* (H10). De plus, la position mitoyenne de l'ADQ sur cet enjeu *lui permet d'être aussi populaire que le PQ parmi les nationalistes québécois. À l'opposé, ces derniers soutiennent moins le PLQ* (H11).

Finalement, notre revue des écrits souligne l'importance que peuvent avoir les sentiments anti-partis, que ce soit ceux spécifiques ou généralisés. Dans le premier cas, Bélanger notes que les tiers partis attirent les votes des citoyens ayant des sentiments anti-partis spécifiques et ceci est d'autant plus le cas pour les partis nationalistes¹²⁰. Comme l'ADQ correspond justement à ces deux cas de figure, nous croyons que *les électeurs ayant des sentiments anti-partis spécifiques soutiennent plus l'ADQ que les deux autres principaux partis* (H12). En ce qui concerne les sentiments anti-partis généralisés, nous pouvons tester la prédiction de Bélanger, selon laquelle, *aucun parti politique ne devrait profiter plus qu'un autre de la présence de sentiments anti-partis généralisés chez certains citoyens* (H13).

119 Pelletier et Guérin, « Postmatérialisme et clivages partisans au Québec : les partis sont-ils différents? », 85.

120 Éric Bélanger, « Antipartyism and Third-Party Vote Choice, A Comparison of Canada, Britain and Australia », 1068-1072.

Construction des variables

Afin de procéder à nos différentes analyses, nous devons tout d'abord transformer nos données brutes pour créer les variables que nous allons par la suite exploiter. Or, nous désirons obtenir les résultats les plus précis possible. Conséquemment, lorsque la situation le permet, nous combinons plusieurs questions du sondage reliées au même thème. Cette façon de procéder signifie que tous les angles de ce dernier sont réellement pris en considération, nous donnant par la même occasion un portrait plus fidèle de la réalité. Également, nous choisissons de créer des échelles pour la majorité de nos variables dépendantes, avec comme objectif de mesurer l'ensemble des nuances de celles-ci.

Dans cette optique, nous débutons par la création de notre variable dépendante, soit celle portant sur les intentions de vote. Pour ce faire, nous combinons les résultats de deux questions posées dans le sondage, soit la 44 « If a provincial election were held today in Quebec, which one of the following parties would you vote for? »¹²¹ et la suivante « Perhaps you have not quite made up your mind yet, but right now, which one of these parties would you be inclined to vote for? ». Plus exactement, les répondants qui appuient l'Action démocratique du Québec à l'une ou l'autre de ces questions sont codés 1, ceux qui optent pour le Parti libéral du Québec, 2; une réponse favorable au Parti québécois signifie une valeur de 3 et une intention de vote envers un autre parti politique à l'une ou l'autre de ces questions est marquée 5. Les citoyens qui indiquent vouloir annuler leur vote, ne pas savoir pour qui voter ou qui refuse de répondre à la question 45 sont notés respectivement 6, 8 et 10. Ce recodage permettait donc de regrouper les deux questions, afin d'avoir une meilleure mesure des intentions de vote prises dans leur globalité. Pour obtenir une variable encore plus adaptée à nos besoins, nous procédons à une deuxième étape, en créant une nouvelle variable qui regroupe seulement les réponses 1 2 et 3 précédentes, alors renommées -1, 0 et 1, respectivement.

121 Malgré nos tentatives pour obtenir une version française du questionnaire, seule la version anglaise du questionnaire était disponible pour notre étude.

La construction de nos variables sociodémographiques s'opère plus simplement. Pour ce qui est de l'âge, nous traitons la question « To which of the following age groups do you belong? » en numérotant les valeurs accordées aux réponses de la façon suivante : « 18-24 ans » équivaut un codage de -1; « 25-34 ans » signifie -0,6; « 35-44 ans », -0,4; et ainsi de suite jusqu'à « 65 ans et plus », pour une valeur de 1.

De même, pour notre variable portant sur le niveau d'éducation, utilisant la question « What is the highest level of education you have reached? », nous débutons par éliminer de nos données les répondants ayant refusés de répondre, comme pour l'ensemble de nos variables. Par la suite, le codage suit une logique ascendante, de -1 à 1, avec tous les répondants n'ayant pas terminé leurs études secondaires se trouvant au premier extrême et ceux ayant au moins commencé des études dans les cycles supérieurs universitaires, à l'autre limite.

Il n'y a pas de définition existante permettant d'opérationnaliser de façon consensuelle ce qui constitue la « classe moyenne »¹²². Conséquemment, nous devons choisir notre propre critère. En l'occurrence, nous considérons comme faisant partie de la classe moyenne l'ensemble des citoyens dont le revenu avant impôt, par ménage, se situe autour de la moyenne québécois, plus ou moins un écart-type. Le *Fichier de microdonnées à grande diffusion (FMGD) du recensement de 2001*, de Statistiques Canada¹²³, nous permet d'obtenir ces informations. Ainsi, en arrondissant un peu de façon à correspondre aux tranches de revenus présentes dans le questionnaire CROP, on obtient que cette partie de la population a entre 20 000\$ et 79 999\$ de revenus. Or, notre questionnaire demande aux répondants « Into which of the following categories would you put the total annual income, before

122 Gil Courtemanche, « Pauvre classe moyenne! », *Le Devoir* (Montréal), 09 juin 2007), A4.

123 Statistiques Canada, *Fichier de microdonnées à grande diffusion du recensement de 2001, fichier des particuliers*, enquête #95M0016, Ottawa, 2005.

taxes and deductions, for 2001, of all members of your household, including yourself? ». Les citoyens qui affirment avoir les salaires ci-dessus indiqués sont codés 1, tandis que tous les autres sont 0. Cette variable dichotomique nous permet de mettre en opposition la classe moyenne des autres électeurs.

D'ailleurs, toutes les autres variables sociodémographiques sont dichotomiques. Ainsi, les francophones sont 1 et les autres, 0; les hommes 1 et les femmes, 0. Pour ce qui est de l'occupation, déterminée par la question « Which of the following best describes your own present situation? », nous avons aussi décidé de procéder par dichotomiques, puisque nous ne pouvons vraiment utiliser cette question pour créer une variable ordinale. Ainsi, nous créons une variable distincte pour chacun des choix de réponse, où, par exemple, les étudiants sont codés 1 et les autres 0, et ainsi de suite. Toutefois, nous avons regroupé ensemble les répondants affirmant rester à la maison à temps plein et les personnes à la retraite puisque ces deux groupes, finalement, ont la même occupation en termes réels. Le même procédé de création de variables dichotomiques est utilisé pour les régions de résidence.

La construction des variables idéologiques est généralement plus complexe. Pour la variable portant sur la gauche-droite économique, nous additionnons ensemble les résultats de six questions. Celles-ci sont :

- 1) « Generally speaking, would you say you favour... a smaller government with fewer services or ...a larger government with more services »;
- 2) « Health care costs are expected to rise in the future because of our aging population and because of the costs of new treatments and medications. Which of the three following statements comes closest to your view? Would you say ...governments should significantly increase their spending on healthcare to cover these rising costs...governments should limit the availability of some treatments or medications ...or governments should allow the private sector to provide some healthcare services to those people »;

- 3) « Do you strongly agree, agree, disagree or strongly disagree with each of the following statements : It is the responsibility of the government to reduce the differences in income between people with high incomes and those with low incomes »;
- 4) « Do you strongly agree, agree, disagree or strongly disagree with each of the following statements : Most people who don't get ahead should not blame the system, they only have themselves to blame »;
- 5) « Which of the following statements comes closer to your own view? ...Poor people today have it easy because they can get government benefits without doing anything in return ...Poor people have hard lives because government benefits don't go far enough to help them live decently »;
- 6) « Do you strongly approve, approve, disapprove or strongly disapprove each of the following proposals : Having a smaller role for the government of Quebec and a bigger role for private enterprise ».

Pour chacune de ces questions, les réponses suggérant une plus grande intervention pour l'État sont codées avec les plus petits résultats et les opinions inverses, avec les notes les plus élevées. Une fois ces résultats additionnés ensemble, le tout est renuméroté de façon à créer une échelle allant de -1 à 1, comme pour chacune des autres variables non dichotomiques. Un test de fiabilité nous donne un coefficient alpha de Cronbach de 0,44.

Notre deuxième variable idéologique, soit le conservatisme moral, représente l'addition de trois sous-questions sous le thème « Do you strongly agree, agree, disagree or strongly disagree with each of the following statements » : « Our society would be better off if people attended church or other religious services more regularly »; « Gays and lesbians should be allowed to get married » et « Medical research on human embryos should never be permitted ». Pour la première et la dernière sous-question, un accord est jugé conservateur, tandis que le contraire est vrai pour le deuxième cas.

Une fois combiné, un résultat de cette tendance est noté 1, tandis qu'un progressiste représente -1. Le test de fiabilité nous donne un coefficient alpha de Cronbach de 0,254.

Nous voulons avoir les variables les plus précises que nous pouvons obtenir. À cette fin, nous combinons une fois de plus plusieurs questions afin de créer un indice permettant de déterminer le niveau d'accord ou désaccord avec l'option souverainiste. Dans un premier temps, nous créons une variable temporaire portant sur les intentions de vote référendaire. Pour ce faire, nous fusionnons quatre questions qui mesurent ces intentions ainsi que la fermeté de ceux-ci. Plus précisément, la question de base est « If a referendum were held today on the same question as that asked in 1995, that is, sovereignty with an offer of partnership with the rest of Canada, would you vote yes or would you vote no? ». Les trois autres questions sont, selon la réponse offerte à la première : « Would you say your intention to vote yes is...completely firm...quite firm...or that it could still change? », suivi par la même question, mais pour le « non », puis « Though you might not have made up your mind yet, if there was a referendum today on the same question, would you be more tempted to vote yes or more tempted to vote no? ». À cette variable, nous ajoutons deux autres questions : « Quebec sovereignty is an idea whose time has passed » et « Do you consider yourself to be mainly a federalist, mainly a sovereigntist, someone who is in between the two, or someone who is neither one nor the other? ». Dans tous les cas, les positions les plus souverainistes sont notées 1 et les plus fédéralistes, -1. Notre test de fiabilité nous donne un coefficient alpha de Cronbach de 0,566.

L'opération est plus simple en ce qui concerne l'identité nationaliste. Nous amalgamons deux questions : « In your opinion, in the future ...should the provincial governments have more power ...the federal government have more power ...or should things stay as they are? » et « Which government do you trust more to protect the programs you care about? Is it ...the federal government ...the government of your province ...both equally ...or neither? ». La codification s'exécute selon la même logique que

pour l'appui à la souveraineté, c'est-à-dire que les positions les plus en faveur du gouvernement du Québec reçoivent la note 1, tandis que -1 est attribué à celles qui vont dans le sens contraire. Pour ce qui est de la dernière question, les choix « both equally » et « neither » reçoivent le même chiffre, puisque les deux représentent un manque de préférence envers un palier de gouvernement. Le test de fiabilité nous donne un coefficient alpha de Cronbach de 0,471

Finalement, la présence de sentiments anti-partis se mesure assez facilement dans le cas de la variante spécifique. Nous obtenons ce résultat comme suite à la question « Are traditional political parties more "disconnected" from the concerns of average voters today than they used to be, or not? », qui produit évidemment une variable dichotomique, où l'accord à l'affirmation équivaut à une valeur de 1. Les sentiments anti-partis généralisés, eux, se mesurent à l'aide de l'addition des notes de deux questions : « Can you tell me if you have a great deal of confidence, some, not very much, or no confidence at all in [political leaders]? » et « Generally, how would you rate the honesty and ethical standards of the [political] leaders these days? Would you give them a very high rating, a high rating, a low rating, or a very low rating for honesty and ethical standards? ». Évidemment, le résultat le plus méfiant envers les politiciens se voit attribué la note de 1 et la plus confiante, -1. Le test de fiabilité nous donne un coefficient alpha de Cronbach de 0,697 pour cette variable. Bien que ces deux questions ne concernent pas directement les sentiments anti-partis, nous croyons qu'elles constituent un bon substitut afin de mesurer le phénomène qui nous intéresse. Après tout, la méfiance envers les politiciens est en pratique très proche des sentiments anti-partis généralisés, les formations politiques étant formées et dirigées par des politiciens.

Analyse des résultats

Dans la section théorique, nous mentionnons que le comportement électoral s'explique souvent en grande partie grâce aux facteurs qui sont directement liés à l'individu. En d'autres termes, le contexte social et le système politique, bien que pouvant être importants, ne constituent pas la cible de la présente étude qui vise à expliquer les intentions de vote envers l'Action démocratique du Québec en 2002. La thèse de Miller et Shanks, précédemment décrite,¹²⁴ est adoptée, soit celle stipulant que la décision de voter pour un parti politique par opposition à un autre est un calcul complexe, au sein duquel plusieurs variables entrent en jeu. Concrètement, celles-ci se divisent en deux grandes catégories.

D'abord, les variables sociodémographiques nous fournissent un premier portrait des adéquistes, en relevant les considérations qui sont les plus immédiates pour les électeurs. À cette fin, l'âge, le niveau d'éducation, l'appartenance à classe moyenne, la langue la plus parlée à la maison, le genre, le type d'occupation et la région habitée constituent les facettes les plus importantes de cette catégorie. Ensuite, cette étude se penche sur le niveau idéologique, comprenant les axes classiques gauche-droite économique et moral; l'enjeu que représente l'avenir souhaité et la nature des relations entre Québec et Ottawa; et finalement la problématique que peut être la présence de sentiments anti-partis.

Les variables sociodémographiques et l'ADQ

Une première technique qui peut être utilisée afin de tracer un portrait des caractéristiques sociodémographiques des électeurs adéquistes consiste tout simplement à regarder le pourcentage des gens possédant une donnée en particulier et désirant voter pour l'ADQ en 2002. Ainsi, le tableau 1 présente les résultats de cette façon pour ce qui concerne l'âge des électeurs. Le premier élément que

124 Miller et Shanks, *The New American Voter*.

l'on remarque alors est que les plus jeunes, c'est-à-dire les 18-24 ans, appuient d'abord le Parti québécois et ensuite seulement l'Action démocratique du Québec. Cette situation est toutefois inversée pour les 25-34 ans, qui constituent le deuxième groupe compris dans ceux que l'on qualifie souvent de « jeunes ». Dans les deux cas, le Parti libéral du Québec arrive en dernier. Ceci nous force déjà à nuancer un peu le propos selon lequel l'ADQ serait un parti de jeunes, à l'image de son chef, comme le propose notre première hypothèse. L'ADQ a également été caractérisé comme ayant de « vieilles idées »¹²⁵. Si tel est le cas, cela n'a pourtant aucune influence sur les électeurs plus âgés et donc, théoriquement, plus susceptibles d'appuyer justement des idées plus « vieilles », puisque celles-ci seraient plus de leur époque. En effet, les 65 ans et plus soutiennent largement le PLQ d'abord, et se répartissent ensuite plutôt également entre le PQ et l'ADQ.

Tableau 1
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'âge

Parti politique	18-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus	Total
ADQ	32,0	42,5	42,3	44,0	35,1	27,4	38,3
PLQ	20,0	25,2	32,4	18,3	29,7	48,4	29,1
PQ	48,0	32,3	25,4	37,6	35,1	24,2	32,6
Total	100	100	100,1	99,9	99,9	100	100
	n=75	n=127	n=142	n=109	n=75	n=75	n=622

$\chi^2=36,676$, dl=10 (p<0,05)

Ensuite, le tableau 2, qui présente les informations pertinentes liées à l'effet du niveau d'éducation sur les intentions de vote, ne fournit pas de données permettant de réellement comprendre l'appui des Québécois envers l'ADQ en 2002. En effet, dans chacune des catégories ci-dessous, les trois principaux partis de la province se retrouvent à peu près nez à nez. Le chi carré nous suggère de

125 Daphnée Dion-Viens, « La face cachée de l'ADQ », *Alternatives* vol.8 no. 10 (3 juillet 2002), en ligne, <http://www.alternatives.ca/article331.html> (page visitée le 7 août 2007).

surcroît que la répartition observée n'est pas différente d'une autre que nous aurions pu obtenir par le seul effet du hasard. À l'évidence, notre hypothèse suggérant qu'il n'y a aucun lien significatif entre cette variable et les intentions de vote paraît être confirmée.

Tableau 2
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction du niveau d'éducation

Parti politique	Secondaire complété ou moins	Collégial ou professionnel complété ou non	Études universitaires, complétées ou non	Total
ADQ	37,6	39,7	37,6	38,2
PLQ	29,3	28,4	28,9	29,0
PQ	33,1	31,8	33,5	32,8
Total	100	99,9	100	100
	n=242	n=179	n=197	n=618
	$\chi^2=7,710, dl=12 (p>0,05)$			

Comme il est mentionné précédemment, un grand désir de l'Action démocratique du Québec est de cibler la « classe moyenne ». Conséquemment, il est intéressant d'aborder l'appui que celle-ci offre effectivement à l'ADQ, par rapport aux autres. Ces données sont présentes dans le tableau 3. En considérant la « classe moyenne » de la façon décrite précédemment, soit comme étant constituée des travailleurs dont le revenu brut annuel se situe de 20 000\$ à 79 999\$, on constate alors que l'ADQ mène légèrement dans les intentions de vote de ce groupe de la population. D'un autre côté, aucun parti politique ne parvient à tirer son épingle du jeu parmi les citoyens ne faisant pas partie de la classe moyenne. Cela dit, ce qui est vraiment important de noter, c'est que le chi carré nous informe que cette distribution n'est en fait qu'accidentelle et non réellement différente de ce que le hasard aurait produit. En d'autres termes, nous devons à ce stade affirmer que l'ADQ ne parvient pas à percer la classe moyenne, infirmant de ce fait notre troisième hypothèse.

Tableau 3
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'appartenance à la classe moyenne

Parti politique	N'appartient pas à la classe moyenne	Appartient à la classe moyenne	Total
ADQ	33,8	41,0	39,0%
PLQ	33,1	27,6	29,1%
PQ	33,1	31,4	31,9%
Total	100	100	100
	n=157	n=420	n=577
	$\chi^2=2,808, dl=2 (p>0,05)$		

Bien entendu, aucune analyse sérieuse du comportement électoral des citoyens face à l'émergence d'un tiers parti politique québécois ne pourrait être complète sans aborder l'éternelle question linguistique, liée à notre quatrième hypothèse. Cet élément est donc abordé dans le tableau 4. Le constat est intéressant. En ce qui concerne le vote non francophone, la domination libérale est très loin d'être contestée. De même, le PQ ne reçoit pratiquement aucune intention de vote de la part de cette minorité. Ce qui est à noter, toutefois, c'est que l'ADQ parvient à se hisser sur le plan des appuis entre le PLQ et le PQ. Ainsi, il reçoit 14% des intentions de vote des non francophones. La position constitutionnelle mitoyenne de ce parti pourrait favoriser certains gains dans cette communauté que le PQ ne parvient pas à atteindre¹²⁶. Du côté de la majorité francophone, le parti de Mario Dumont obtient un résultat semblable à celui du Parti québécois et largement plus satisfaisant que celui du parti de Jean Charest. Cette réalité donne un avantage électoral très clair à l'ADQ, qui peut potentiellement de cette façon tirer son épingle des deux côtés du jeu linguistique. Cette conclusion va d'ailleurs dans le sens prévu par notre hypothèse.

126 Éric Bélanger et Richard Nadeau, « L'appui aux partis politiques québécois, 1989-1998 » dans Robert Boily, dir., *L'année politique au Québec 1997-1998* (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1999), 209.

Tableau 4
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la langue la plus utilisée à la maison

Parti politique	Français	Autre	Total
ADQ	40,9	14,0	39,0
PLQ	23,4	83,7	27,8
PQ	35,7	2,3	33,3
Total	100	100	100,1
	n=555	n=43	n=598
	$\chi^2=73,046, dl=2 (p\leq 0,05)$		

Une autre donnée sociodémographique nous apparaît ici intéressante. Un premier regard au tableau 5 suggère qu'il faut conclure que les hommes se comportent différemment des femmes en ce qui concerne l'appui à l'ADQ. En effet, alors que les femmes se répartissent plutôt également entre les trois principaux partis politiques, les hommes quant à eux accordent leur soutien d'abord à l'ADQ, ensuite au PQ, pour finir avec le PLQ dans une proportion moins importante. Toutefois, une telle affirmation relèverait probablement de l'erreur, si l'on se fie au chi carré. On ne peut donc pas à ce stade-ci conclure à un effet du genre sur les intentions de vote, ce qui confirme ainsi notre hypothèse 5.

Tableau 5
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction du genre

Parti politique	Femme	Homme	Total
ADQ	35,7	41,2	38,4
PLQ	33,1	24,8	29,0
PQ	31,2	34,0	32,6
Total	100	100	100
	n=314	n=306	n=620
	$\chi^2=5,255, dl=2 (p>0,05)$		

En abordant la répartition de l'appui aux formations politiques en 2002 selon une autre approche, on remarque grâce au tableau 6 qu'environ 57% des citoyens se classant comme étant « étudiants » désirent voter non pas pour l'ADQ, mais plutôt pour le PQ. Cette donnée à son tour met du plomb dans l'aile de notre hypothèse voulant que l'ADQ attire le vote des jeunes et de ceux qui

veulent voir les choses « autrement », du moins chez les étudiants. Dans la même veine, notre hypothèse affirmant que l'occupation n'a aucun impact sur les intentions de vote, sauf pour ce qui est d'être étudiant, se voit infirmée partiellement. En effet, nous constatons dans un premier temps que les distributions liées au fait de travailler à temps partiel ou d'être en recherche d'emploi sont produites par le hasard. Dans le cas des citoyens qui restent à la maison à temps plein, les trois formations politiques parviennent à recevoir des appuis à peu près égaux, ce qui va également dans le sens de notre hypothèse. Toutefois, et c'est ce qui est le plus intéressant pour notre sujet, on constate que parmi les employés à temps plein, l'Action démocratique du Québec parvient à mener dans les appuis électoraux et ce, de façon significative.

Tableau 6
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'occupation

Parti politique	Travail à temps plein			Travail à temps partiel			Étudiant			Chômage/ Recherche d'emploi			À la maison à temps plein		
	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total
ADQ	32,4	43,4	38,2	38,8	32,7	38,3	39,2	26,2	38,3	38,4	33,3	38,2	39,8	33,9	38,2
PLQ	34,1	24,5	29,0	29,3	26,9	29,1	30,0	16,7	29,1	28,5	45,8	29,2	25,1	39,7	29,1
PQ	33,4	32,1	32,7	31,9	40,4	32,6	30,7	57,1	32,5	33,1	20,8	32,6	35,1	26,4	32,7
Total	99,9	100	99,9	100	100	100	99,9	100	99,9	100	100	100	100	100	100
	n=293	n=327	n=620	n=567	n=52	n=619	n=576	n=42	n=618	n=596	n=24	n=621	n=447	n=174	n=620
	$\chi^2=9,950$, dl=2 (p≤0,05)			$\chi^2=1,600$, dl=2 (p>0,05)			$\chi^2=12,536$, dl=2 (p≤0,05)			$\chi^2=13,197$, dl=2 (p>0,05)			$\chi^2=5,255$, dl=2 (p≤0,05)		

Notre dernière hypothèse portant sur l'impact des variables sociodémographiques sur les intentions de vote des Québécois en 2002 stipule que les habitants de la région de Québec et ceux habitant à l'extérieur de la grande région de Montréal devraient être plus tentés que les autres par l'expérience adéquate. Or, le tableau 7 nous indique que ceci est plutôt vrai. Effectivement, le parti de Mario Dumont se retrouve en troisième position sur l'Île de Montréal, ce qui correspond au sens de notre hypothèse initiale. De même, les résultats obtenus en ce qui concerne la RMR de Montréal semblent d'abord contredire notre hypothèse, mais le chi carré nous informe que ceci n'est qu'une

coïncidence et qu'on ne peut conclure à un lien significatif entre cette région et le soutien électoral envers l'ADQ. De plus, les habitants de la RMR de Québec favorisent clairement plus ce dernier parti et ce, dans des proportions assez surprenantes, avec un résultat de plus de 50%! Toutefois, la formation « autonomiste » ne se démarque pas significativement des autres pour ce qui est du reste de la province, ce qui vient en contradiction avec hypothèse.

Tableau 7
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la région de résidence

Parti politique	Île de Montréal			RMR de Montréal (moins l'Île)			RMR de Québec			Reste du Québec		
	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total	Non	Oui	Total
ADQ	42,5	26,1	38,3	36,9	43,5	38,3	36,8	52,4	38,4	37,0	39,8	38,2
PLQ	25,6	39,5	29,1	30,4	23,7	29,0	30,2	19,0	29,0	30,2	27,9	29,2
PQ	31,9	34,4	32,5	32,7	32,8	32,7	33,0	28,6	32,6	32,8	32,3	32,6
Total	100	100	99,9	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	n=464	n=157	n=621	n=490	n=131	n=621	n=557	n=63	n=620	n=351	n=269	n=620
	$\chi^2=16,113, dl=2$ ($p \leq 0,05$)			$\chi^2=2,788, dl=2$ ($p > 0,05$)			$\chi^2=6,331, dl=2$ ($p \leq 0,05$)			$\chi^2=0,588, dl=2$ ($p > 0,05$)		

Régression logistique multinomiale portant sur les variables sociodémographiques

Ces quelques données nous fournissent un premier tableau de la réalité entourant les intentions de vote envers l'ADQ en 2002. Toutefois, celui-ci demeure très sommaire. Afin d'obtenir une information plus complète et précise, il faut employer une analyse statistique plus poussée, comme le permet dans ce cas-ci la régression logistique multinomiale. Le tableau 8 nous permet de constater quelles variables sociodémographiques ont effectivement un lien avec les intentions de vote, de même que leur ampleur et leur direction, dans ce premier modèle qui n'inclut que cette catégorie de variables.

Tableau 8
Analyse de l'impact des variables sociodémographiques sur les intentions de vote

Variable	Groupe de comparaison	Coefficient (écart-type)
Âge	ADQ-PQ	-0,0461 (0,19)
	ADQ-PLQ	-0,4473 (0,21)**
Niveau d'éducation	ADQ-PQ	-0,0027 (0,14)
	ADQ-PLQ	0,1119 (0,16)
Appartenance à la classe moyenne	ADQ-PQ	0,2211 (0,20)
	ADQ-PLQ	0,1923 (0,22)
Langue	ADQ-PQ	-1,3783 (0,82)*
	ADQ-PLQ	2,3639 (0,44)***
Genre	ADQ-PQ	0,0172 (0,18)
	ADQ-PLQ	0,2586 (0,20)
Travail à temps partiel	ADQ-PQ	-0,5076 (0,31)*
	ADQ-PLQ	-0,3933 (0,37)
En recherche d'emploi	ADQ-PQ	0,7029 (0,61)
	ADQ-PLQ	-0,9246 (0,47)*
À la maison à temps plein	ADQ-PQ	0,1551 (0,27)
	ADQ-PLQ	-0,4156 (0,28)
Étudiant	ADQ-PQ	-1,2050 (0,38)***
	ADQ-PLQ	-0,5527 (0,52)
RMR de Montréal (moins l'Île)	ADQ-PQ	0,6378 (0,28)**
	ADQ-PLQ	0,8575 (0,31)***
RMR de Québec	ADQ-PQ	1,1479 (0,34)***
	ADQ-PLQ	1,0225 (0,38)***
Reste de la province	ADQ-PQ	0,6967 (0,24)***
	ADQ-PLQ	0,5776 (0,27)**

N=762

Pseudo R²=0,0906

* p≤0,10; **p≤0,05; ***p≤0,01.

On remarque de cette façon un ensemble de données intéressantes. D'abord, nous sommes contraints de constater que l'Action démocratique du Québec n'est pas le parti des jeunes, du moins pas à lui seul. Plutôt, on ne note pas de différence significative entre les votes péquiste et adéquistes parmi les jeunes, tandis que les libéraux sont clairement favorisés par les personnes les plus âgées. Ce fait suggère que le parti de Mario Dumont parvient au moins partiellement à communiquer une image qui plaît à la jeunesse, bien que du travail reste à faire à cet égard. Parallèlement, le Parti québécois perd une partie de l'appui de ce groupe de la population qui soutient généralement son option politique, ce qui ne peut certes pas lui être un signe encourageant. Ce constat reflète probablement les données fournies par le tableau 1, qui indique que les 18-24 ans sont plus proches du PQ et les 25-34, de l'ADQ. L'âge n'influence donc pas de façon linéaire les intentions de vote. Notre première hypothèse se trouve donc seulement partiellement confirmée.

Nous croyions initialement que le niveau d'éducation et le genre ne devraient avoir aucun impact significatif sur les intentions de vote. Notre analyse multivariée nous confirme ces hypothèses. Dans les deux cas, aucun des partis ne se différencie significativement des autres. En d'autres mots, l'arrivée en importance d'un nouveau parti politique sur la scène québécoise ne modifie pas la constante décrite précédemment voulant que la dynamique partisane ne soit pratiquement pas influencée par ces deux variables.

Étrangement, l'appartenance à la classe moyenne n'a également aucun impact significatif sur le soutien accordé à l'ADQ, malgré le désir évident de ce dernier de plaire à cette vaste tranche de la population. Ce fait dénote sans ambiguïté un échec de la part de ce parti politique, qui ne parvient clairement pas à se démarquer des autres formations. Cette infirmation de notre troisième hypothèse n'est pas une surprise, puisque l'analyse bivariée allait déjà dans ce sens. Nous pouvons toutefois être encore plus confiants dans cette conclusion.

Comme nous pouvions nous y attendre, considérant notre revue des écrits portant sur le sujet, la langue demeure un facteur de première importance lorsque l'on tente de comprendre le comportement électoral au Québec. Une fois de plus, notre hypothèse est ici seulement en partie confirmée. Les électeurs adéquistes sont effectivement plus francophones que ceux soutenant le parti de Jean Charest, mais ils le sont toutefois moins que les partisans du parti souverainiste. Cette différence peut potentiellement s'expliquer par la position constitutionnelle de chacun de ces partis. Après tout, l'ADQ tente d'avoir une politique qui est sur cet enjeu mitoyenne par rapport aux deux autres partis. De ce fait, à la fois les francophones et les non francophones peuvent être attirés vers le parti de Mario Dumont.

Contrairement à notre hypothèse initiale, l'occupation d'un individu possède une influence sur ses intentions de vote, ce qui vient également en contradiction avec la revue des écrits précédemment effectuée. Ainsi, lorsque l'on compare les Québécois qui sont en recherche d'emploi par rapport à ceux qui travaillent à temps plein, on note que les premiers sont beaucoup plus libéraux que péquistes ou adéquistes, tandis qu'il n'y a pas de différence significative entre ces deux derniers groupes. De même, entre les étudiants et les travailleurs à temps plein, on observe une préférence parmi les premiers pour le Parti québécois, au détriment de l'ADQ. Ce parti manifeste donc une certaine difficulté à percer parmi ces deux groupes de la population. Il est également à noter que le tableau 8 indique à première vue que les employés à temps partiel sont plus proches du parti souverainiste que de celui autonomiste, toujours par rapport aux personnes travaillant à temps plein. Toutefois, puisque le degré de signification respecte seulement de justesse la marque des 10% de possibilités d'erreur et qu'aucune des autres dyades de comparaison n'est significative, nous pouvons prendre le risque de conclure que cette facette ne joue probablement aucun lien sur les intentions de vote. D'ailleurs, cette absence de lien se retrouve en plus pour ce qui est de la population qui reste à la maison à temps plein. En résumé, le parti de Mario Dumont est favorisée par les gens qui travaillent à temps plein par rapport à ceux qui sont en recherche d'emploi ou qui sont étudiants, confirmant ainsi seulement partiellement notre hypothèse.

Notre dernière variable sociodémographique nous présente aussi une surprise. En effet, la région de résidence est un élément important pour comprendre le comportement électoral, du moins pour ce qui est du Québec de 2002. D'ailleurs, autant dans la RMR de Montréal – excluant l'Île de Montréal – que dans celle de Québec, que dans le reste de la province, le parti de Mario Dumont domine sur ses adversaires de façon significative, lorsque l'on prend comme point de comparaison pour ces régions l'Île de Montréal. Le tableau 8 indique que cet avantage est particulièrement fort pour ce qui est de la région métropolitaine de recensement de Québec. Ce sont donc ces trois régions que l'ADQ doit consolider si ce parti veut se maintenir en tête des intentions de vote. Ceci est d'autant plus vrai que l'Île de Montréal apparaît ici sans ambiguïté comme étant le terrain qui n'est pas encore fertile pour l'ADQ, comme le laissait supposer notre hypothèse. Il convient ici de souligner cette particularité. En effet, l'Île de Montréal se distingue clairement des autres régions du Québec quant à son hésitation à l'endroit du parti de Mario Dumont.

Concrètement, ces caractéristiques sociodémographiques peuvent changer le vote de façon relativement importante, comme l'illustre le tableau 9 en spécifiant les changements apportés à la probabilité d'appuyer un parti politique lorsque l'on passe de la valeur minimale à maximale pour chacune des variables qui ont une influence significative. Il est donc utile de s'attarder aux effets les plus importants. Ainsi, en ce qui concerne l'âge et en exécutant un tel mouvement sur cette variable, on constate qu'il y a 16,5 points de pourcentage de chances de plus pour un individu de voter en faveur du PLQ, principalement au dépend de l'ADQ et dans une moindre mesure du PQ. Ceci confirme l'information présente dans le tableau 8, à savoir qu'en ce qui concerne l'âge, le parti de Mario Dumont se situe entre les deux principales formations politiques. Dit autrement, ce parti n'est pas celui des jeunes. Une fois de plus, c'est au niveau de la langue que l'on constate les plus grands changements. Ainsi, être francophone augmente les probabilités de voter en faveur de l'ADQ de 27 points et du PQ de 33 points de pourcentage, mais nuit au PLQ de 60 points! Bref, il est clair que les intentions de vote ne

peuvent ici vraiment pas être comprises sans prendre en considération particulièrement cette dernière variable majeure. Ce clivage classique pour le Québec garde toute son actualité, malgré la montée d'un nouveau parti.

Les deux autres caractéristiques sociodémographiques que nous mettons en lumière, en opposition à la majorité de la littérature portant sur le Québec, ne sont pas à négliger non plus. Ainsi, être étudiant plutôt qu'employé à temps plein joue à l'avantage du PQ par 23 points de pourcentage, presque uniquement aux dépens de l'ADQ. À l'évidence, le milieu étudiant est hostile à ce dernier parti. Le tableau 9 clarifie également le lien existant entre le parti autonomiste et les électeurs qui sont en recherche d'emploi. Plus exactement, on observe que la confrontation dans ce groupe s'effectue plutôt entre les deux anciennes formations politiques, ne nuisant que marginalement à l'équipe de Mario Dumont. Celui-ci peut toutefois se consoler avec le clivage régional. En effet, les personnes habitant les RMR de Montréal – moins l'Île de Montréal – et de Québec et le reste de la province ont entre 15 et 27 points de pourcentage de probabilités de plus de voter pour ce parti que s'ils étaient à Montréal. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ces gains s'effectuent environ également aux dépens des deux autres partis politiques. Aussi, ces données nous permettent d'indiquer que le cœur géographique de l'ADQ se situe dans la région de Québec, comme l'indiquait notre hypothèse. L'ensemble de ces données est fort utile afin de comprendre l'ADQ. Néanmoins, la réalité politique est souvent très complexe, ce qui nous pousse à croire que d'autres informations doivent être fournies afin de mieux expliquer le vote adéquiste.

Tableau 9

Probabilités (en pourcentage) de voter pour les partis politiques en fonction d'un glissement de la position minimale à celle maximale sur certaines variables sociodémographiques

Variable	ADQ	PLQ	PQ
Âge	-10,9	+16,5	-5,6
Langue	+27,1	-60,1	+33,0
Travail à temps partiel	-10,6	+2,8	+7,8
Étudiant	-20,5	-2,5	+23,0
En recherche d'emploi	-7,3	+27,2	-19,8
RMR de Montréal (moins l'Île)	+18,0	-10,6	-7,4
RMR de Québec	+26,6	-10,7	-15,9
Reste de la province	+15,5	-5,2	-10,3

Le rôle de l'idéologie

Nous remarquons que ces quelques statistiques ne nous donnent qu'un premier aperçu des caractéristiques particulières des adéquistes, de ce qui les distinguent des deux autres principales formations politiques. Ces éléments, bien qu'étant essentiels, ne représentent toutefois qu'une partie de l'équation qui est ici décortiquée. Afin de pallier à cette lacune, nous abordons ici d'autres variables, soit celles liées à l'idéologie. Comme il est mentionné précédemment, cette dernière peut être un puissant moteur en ce qui concerne le choix électoral que fera un citoyen lorsque confronté à un bulletin de vote ou à une question de sondage.

Le premier élément concernant l'idéologie est bien sûr l'axe classique de la gauche-droite économique, c'est-à-dire principalement le niveau d'intervention de l'État dans l'économie qui est désiré. C'est cela qui est explicité dans le tableau 10. Comme on le constate, de façon globale, les citoyens se situant plus à gauche ont une plus grande tendance à appuyer le PQ, ceux à droite l'ADQ et l'appui libéral n'est presque pas influencé par cet axe. De façon plus particulière, on note que l'opposition entre l'ADQ et le PQ se dessine le plus clairement dans les positions les plus extrêmes de

cette variable. Ainsi, le parti de Bernard Landry recueille l'appui d'environ 68% des citoyens classés comme étant les plus à gauche sur la variable «vision économique ». De l'autre côté, 66% des électeurs appuyant la position la plus à droite de cette échelle désirent voter pour l'ADQ. Considérant que ce parti se définit comme étant de centre-droit sur les questions économiques et que le PQ se déclare plutôt social-démocrate, cela fait parfaitement sens et est même rassurant en ce qui concerne la santé de la démocratie au Québec. De plus, cela confirme notre hypothèse.

Tableau 10
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la vision économique des partis

Parti	Très à gauche	À gauche	Centre	À droite	Très à droite	Total
ADQ	6,8	30,7	39,4	53,2	65,6	39,5
PLQ	25,0	28,7	29,2	27,0	18,8	27,6
PQ	68,2	40,6	31,4	19,8	15,6	32,9
Total	100	100	100	100	100	100
	n=44	n=101	n=226	n=111	n=32	n=514

$\chi^2=58,389, dl=20 (p\leq 0,05)$

Au Québec, il semble y avoir un consensus assez fort sur les valeurs dites « morales », par exemple l'acceptation de l'homosexualité. Après tout, les trois principaux partis politiques sont officiellement d'accord sur ces enjeux. Or, selon le tableau 11, les sympathisants de ces partis semblent reconnaître la proximité de ceux-ci sur cet axe, puisqu'aucune tendance ne semble vraiment se dégager où un groupe idéologique appuierait plus un parti qu'un autre. Une exception notable apparaît toutefois : peu de « libéraux moraux » appuient le PLQ. Il est difficile à ce stade-ci d'expliquer ce comportement, surtout considérant que les « conservateurs moraux », eux, se divisent pratiquement également entre les trois principaux partis. Une fois de plus, l'analyse statistique se servant de la régression logistique multinomiale qui suit dans la prochaine sous-section devrait davantage éclairer l'importance réelle de cette variable.

Tableau 11
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la position morale

Parti politique	Libéralisme moral	Centrisme moral	Conservatisme moral	Total
ADQ	39,0	42,3	32,2	39,5
PLQ	18,1	27,2	35,5	27,6
PQ	42,9	30,4	32,2	32,9
Total	100	99,9	99,9	100
	n=77	n=345	n=121	n=543
	$\chi^2=16,781, dl=16 (p\leq 0,05)$			

Le tableau 12 révèle les intentions de vote des citoyens en fonction de leur appui à l'idée de la souveraineté du Québec. La conclusion est patente : les citoyens les plus fédéralistes sont majoritairement libéraux et les plus souverainistes sont clairement péquistes. De même, il n'y a presque pas de fédéralistes péquistes ou de souverainistes libéraux. Au centre de ce spectre, on remarque une avance des adéquistes, parti qui possède justement une position constitutionnelle mitoyenne par rapport aux deux autres principales formations politiques. Cette démonstration bivariée illustre alors la justesse de notre dixième hypothèse.

Tableau 12
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'appui à la souveraineté

Parti	Très fédéraliste	Fédéraliste	Ni fédéraliste ni souverainiste	Souverainiste	Très souverainiste	Total
ADQ	36,6	47,0	41,2	40,6	25,5	37,8
PLQ	58,3	35,0	20,6	7,9	0,9	29,1
PQ	5,1	17,9	38,2	51,5	73,6	33,1
Total	100	99,9	100	100	100	100
	n=175	n=117	n=68	n=101	n=110	n=571
	$\chi^2=235,161, dl=20 (p\leq 0,05)$					

Il peut aussi être pertinent de s'attarder un peu plus sur la question de la souveraineté en regard d'autres indicateurs que le seul appui à cette option politique en tant que telle. Ainsi, tous les Québécois ne partagent pas le même niveau de nationalisme. Il faut bien faire une distinction ici : par nationalisme québécois, nous n'entendons pas nécessairement appui à la souveraineté du Québec. Plutôt, cela veut tout simplement dire que, pour les nationalistes québécois, les intérêts du Québec doivent passer d'abord et avant tout... notamment devant ceux du gouvernement fédéral. Ainsi, le souverainisme n'est qu'une variante particulièrement du concept plus large que constitue le nationalisme¹²⁷. En abordant la répartition des intentions de vote selon ce prisme (tableau 13), on relève le même phénomène que ce qui est noté avec l'appui à la souveraineté. En effet, ceux qui placent le Québec avant le Canada supportent en grande majorité le souverainiste Parti québécois. De même, les électeurs ayant la position à l'autre extrême soutiennent au contraire le fédéraliste Parti libéral. L'ADQ, quant à elle, semble de nouveau se tenir dans une position mitoyenne, allant chercher des appuis significatifs dans toutes les catégories de ce continuum. Ceci porte à croire que la stratégie constitutionnelle de l'ADQ porte fruit.

Tableau 13
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de l'identité nationaliste

Parti politique	Le Canada avant le Québec	Plutôt le Canada avant le Québec	Le Canada à égalité avec le Québec	Plutôt le Québec avant le Canada	Le Québec avant le Canada	Total
ADQ	32,0	23,4	33,8	46,8	36,5	38,2
PLQ	68,0	64,1	44,1	22,5	1,4	28,6
PQ	0,0	12,5	22,1	30,6	62,2	33,3
Total	100	100	100	99,9	100,1	100,1
	n=25	n=64	n=136	n=222	n=148	n=595
	$\chi^2=162,940, dl=8 (p\leq 0,05)$					

127 Denis Monière, *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2001).

La troisième grande facette de l'idéologie qui est abordée ici est la question des sentiments anti-partis. Les données correspondant à cet aspect se retrouvent dans les tableaux 14 et 15. Dans le premier cas, il s'agit de mesurer la catégorie « spécifique » de ce phénomène, soit la méfiance envers les partis politiques « traditionnels ». Les résultats sont intéressants et vont dans le sens de l'hypothèse initiale : les citoyens partageant ces sentiments appuient un peu plus l'ADQ que les deux autres partis, qui eux se situent au même niveau. Il n'est toutefois pas clair si cet effet peut être considéré comme imposant.

Tableau 14
Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la présence de sentiments anti-partis spécifiques

Parti politique	Absence de sentiments anti-partis spécifiques	Présence de sentiments anti-partis spécifiques	Total
ADQ	26,9	44,3	38,7
PLQ	36,3	25,2	28,7
PQ	36,8	30,6	32,6
Total	100	100,1	100
	n=193	n=409	n=602
	$\chi^2=17,321, dl=2 (p\leq 0,05)$		

Lorsque le regard se pose plutôt sur la question des sentiments anti-partis généralisés, soit ceux correspondant aux gens qui ne font pas confiance aux partis politiques en tant qu'institution, la situation est moins précise, comme le démontre le tableau 15. Ainsi, bien qu'il soit vrai que parmi les citoyens ayant le plus de tels sentiments l'option adéquiste est majoritairement favorisée, dans les autres cas de figures le portrait est bien moins concluant, lorsque l'ensemble des données est considéré comme un tout. Une analyse statistique plus poussée est donc ici aussi nécessaire afin de faire la lumière sur le rôle de cette variable.

Tableau 15

Intentions de vote (en pourcentage) en fonction de la présence de sentiments anti-partis généralisés

Parti politique	Faible présence	Présence moyenne	Forte présence	Total
ADQ	23,5	37,3	43,3	38,5
PLQ	23,5	30,6	25,0	28,9
PQ	52,9	32,1	31,7	32,6
Total	99,9	100	100	100
	n=17	n=421	n=164	n=602
	$\chi^2=33,558, dl=12 (p\leq 0,05)$			

Régression logistique multinomiale portant sur les variables sociodémographiques et idéologiques

À la lumière de ces différentes observations, une constante demeure : il semble très important, afin de bien comprendre l'impact que peut avoir l'idéologie sur les choix partisans des citoyens, d'utiliser une fois de plus le traitement offert par la régression logistique multinomiale. Afin de bien procéder à cet exercice, un deuxième modèle statistique est créé, qui rajoute en fait l'ensemble des variables idéologiques à celles sociodémographiques, afin de contrôler l'apport des premières en fonction de ces dernières et vice-versa. Un tel traitement de l'information nous permet de proposer quelques constats assez intéressants, comme l'illustre le tableau 16.

Tableau 16
Analyse de l'impact des variables sociodémographiques et idéologiques sur les intentions de vote

Variable	Groupe de comparaison	Coefficient (écart-type)
Âge	ADQ-PQ	-0,1384 (0,26)
	ADQ-PLQ	-0,0766 (0,29)
Niveau d'éducation	ADQ-PQ	0,5106 (0,22)**
	ADQ-PLQ	0,3408 (0,23)
Classe moyenne	ADQ-PQ	-0,3506 (0,28)
	ADQ-PLQ	0,3445 (0,30)
Langue	ADQ-PQ	-0,0146 (1,24)
	ADQ-PLQ	2,1136 (0,69)***
Genre	ADQ-PQ	-0,0779 (0,25)
	ADQ-PLQ	-0,0220 (0,28)
Travail à temps partiel	ADQ-PQ	-0,9211 (0,42)**
	ADQ-PLQ	-0,4955 (0,50)
En recherche d'emploi	ADQ-PQ	0,8582 (0,78)
	ADQ-PLQ	-0,4314 (0,63)
À la maison à temps plein	ADQ-PQ	0,2323 (0,37)
	ADQ-PLQ	-0,2329 (0,38)
Étudiant	ADQ-PQ	-0,9873 (0,49)**
	ADQ-PLQ	-0,2236 (0,62)
RMR de Montréal (moins l'Île)	ADQ-PQ	0,6566 (0,40)
	ADQ-PLQ	0,5269 (0,42)
RMR de Québec	ADQ-PQ	1,2141 (0,53)**
	ADQ-PLQ	0,8479 (0,52)*
Reste de la province	ADQ-PQ	0,6848 (0,36)*
	ADQ-PLQ	0,8009 (0,38)**
Vision économique	ADQ-PQ	1,6066 (0,28)***
	ADQ-PLQ	0,7945 (0,30)***
Positionnement moral	ADQ-PQ	-0,3753 (0,34)
	ADQ-PLQ	-0,3334 (0,37)
Appui à la souveraineté	ADQ-PQ	-1,2518 (0,21)***
	ADQ-PLQ	0,6815 (0,25)***
Identité nationaliste	ADQ-PQ	-0,5479 (0,32)*
	ADQ-PLQ	1,2231 (0,28)***
Sentiments anti-partis spécifiques	ADQ-PQ	0,7636 (0,28)***
	ADQ-PLQ	0,6153 (0,29)**
Sentiments anti-partis généralisés	ADQ-PQ	0,4475 (0,30)
	ADQ-PLQ	0,6238 (0,33)*

N=520

Pseudo R²=0,2862

* p<0,10; **p<0,05; ***p<0,01.

Premièrement, l'ajout des variables idéologiques modifie l'impact direct de l'âge. Ceci porte à croire que cette dernière variable ne fait que favoriser l'émergence d'une façon de penser, mais que c'est réellement cette idéologie qui influence les intentions de vote et non l'âge, qui n'agit alors que comme variable intermédiaire. Par exemple, les personnes plus âgées sont plus portées à voter pour le Parti libéral, mais probablement parce qu'elles sont plus fédéralistes¹²⁸, plutôt que par de leur âge. À la lumière de cette constatation, nous sommes donc contraints d'infirmier notre première hypothèse. Lorsque l'on prend en considération les différences idéologiques, les jeunes ne favorisent pas plus l'Action démocratique du Québec que les autres groupes d'âge.

À l'inverse, le niveau d'éducation émerge dans ce deuxième modèle statistique comme étant une variable influençant les intentions de vote. Ainsi, on constate que les adéquistes sont significativement plus scolarisés que les péquistes. Cette étonnante découverte projette un nouvel éclairage sur le parti de Mario Dumont, en plus d'infirmier notre deuxième hypothèse. D'un autre côté, il est possible que la détection d'une absence de relation entre cette variable et les intentions de vote dans le tableau 8 signifie plutôt que le niveau d'éducation a deux effets qui s'annulent mutuellement. Dans un premier temps, le niveau d'éducation influence directement le vote en faveur de l'ADQ. C'est ce que l'on retrouve dans le tableau 16. Mais lorsque l'on ne se préoccupe pas des variables idéologiques, celles-ci jouent un rôle intermédiaire et ont comme conséquence que le niveau d'éducation nuit à ce parti politique. En ce sens, cette variable aurait, globalement, un effet nul sur les intentions de vote.

Malgré l'ajout de la question idéologique, la langue continue d'avoir une influence marquante sur les intentions de votes. Celle-ci s'opère de façon similaire à ce qui a été décrit pour le premier modèle, mais à une exception près : les adéquistes sont toujours plus francophones que les libéraux, mais il n'y a plus de différence significative entre les partisans de Mario Dumont et ceux de Bernard

128 Blais et al., *Anatomy of a Liberal Victory*, 95.

Landry. Ce changement vient confirmer notre quatrième hypothèse. Cela veut dire que le fait d'être français ou non joue un rôle central dans le choix électoral, même lorsqu'on contrôle pour l'appui à l'option souverainiste, par exemple. Cette nouvelle est évidemment encourageante pour le parti de Mario Dumont, mais est surtout inquiétante pour la formation souverainiste, car cela signifie qu'elle perd son avantage traditionnel au sein de cette clientèle électorale de choix, qui détermine généralement le gagnant lors des élections générales. De l'autre côté de la médaille, si les adéquistes veulent convaincre une majorité de non francophones de voter pour eux, ils ne doivent pas seulement les faire changer d'idée sur leurs options constitutionnelles respectives.

Le rôle de l'occupation d'un individu évolue, avec l'ajout des variables idéologiques, dans les deux directions illustrées par les deux précédentes variables, c'est-à-dire que certains comportements jusqu'alors non significatifs deviennent significatifs et vice-versa. D'abord, nous avons indiqué dans l'analyse du premier modèle que nous émettions des doutes quant à la réelle signification de la donnée selon laquelle les personnes travaillant à temps partiel sont plus attirés par le Parti québécois que par l'Action démocratique du Québec, par rapport à leurs homologues à temps plein. Or, le deuxième modèle confirme que cette signification est bien réelle et devient même plus prononcée qu'initialement. Ceci peut s'expliquer assez aisément. Nous avons établi que les adéquistes sont plus éduqués que les péquistes. À partir de ce fait, nous pouvons supposer que cette caractéristique leur offre alors plus d'opportunités afin de travailler à temps plein. Dans la même lignée, les étudiants, par rapport aux employés à temps plein, ont plus de chances d'être péquistes qu'adéquistes. Nous pouvons donc conclure qu'en somme, les partisans de Mario Dumont sont constitués de ceux ayant terminé leur éducation et travaillant alors à temps plein. On remarque d'ailleurs que l'occupation est contrôlée par les variables idéologiques, être en recherche d'emploi ou rester à la maison à temps plein n'a plus d'influence sur le choix électoral, confirmant ce que nous énonçons ci-dessus. En somme, cette analyse infirme notre hypothèse numéro six.

De façon similaire à notre observation portant sur la langue, la région de résidence continue d'avoir un impact sur le comportement électoral, malgré le contrôle effectué par les variables idéologiques. Ceci est vrai pour la région métropolitaine de Québec et pour le « reste de la province », qui exclut évidemment cette RMR et celle de Montréal. L'Action démocratique du Québec continue de dominer les deux autres formations politiques dans ces deux régions et ce de façon significative. Toutefois, le deuxième modèle nous informe que le fait d'habiter la région métropolitaine de Montréal (moins l'Île), par rapport à habiter l'Île de Montréal ne change rien aux intentions de vote. Abordé autrement, il y a une différence idéologique entre l'Île de Montréal et le reste de la RMR correspondante et c'est finalement cette opposition qui était mesurée par le premier modèle statistique. Toutefois, même lorsque l'idéologie est prise en considération, une différence notable et réelle entre la grande région de Montréal et le reste de la province, particulièrement la région de Québec, continue d'exister. Si l'ADQ espère prendre le pouvoir éventuellement, c'est ce mystère – soit celui de la grande région de Montréal – quelle devra percer, afin d'obtenir des gains hors de ses bastions forts.

À la suite de ces considérations, le modèle statistique nous permet de mieux comprendre l'influence de l'idéologie sur les intentions de votes. Dans un premier temps, on constate que l'axe gauche-droite économique joue un rôle assez important. En effet, les sympathisants de l'ADQ sont plus à droite que ne le sont ceux du PQ et du PLQ, conformément à notre hypothèse. Cette conclusion rappelle que malgré l'omniprésence du débat portant sur l'avenir du Québec, les questions économiques continuent de jouer un rôle de première importance et que les partis se différencient vraiment sur ce point, du moins selon la perception des Québécois.

De plus, le positionnement moral des électeurs n'a pas d'incidence sur les intentions de vote, contrairement à notre hypothèse. Clairement, les Québécois sont d'accord avec les principaux partis politiques lorsque ceux-ci se présentent tous sur le même pied d'égalité sur les questions morales. La

montée de l'Action démocratique du Québec ne peut donc pas s'expliquer avec un hypothétique nouveau clivage de cette forme : le « consensus québécois » demeure entier, tout moins entre les principales formations politiques. De même, si l'on accepte l'argument voulant que la montée récente de l'ADQ lors de l'élection provinciale de 2007 se soit opérée grâce au positionnement de ce dernier sur la question des « accommodements raisonnables », il faut probablement percevoir ce sujet comme en étant un touchant l'enjeu identitaire, plutôt qu'un élément lié à un conservatisme moral.

En ce qui concerne l'autre grand axe autour duquel la politique québécoise évolue, soit l'appui à la souveraineté, on note que le présent sondage ne fait pas exception à la règle habituelle et que l'opinion qu'a un citoyen sur cet enjeu influence la façon par laquelle il risque de voter. Sans surprise, les péquistes adhèrent plus à cette option que les adéquistes. Aussi, les partisans du parti de Mario Dumont sont également plus enclins à voter OUI à un éventuel référendum que ne le sont les libéraux. Ceci n'est pas surprenant, l'ADQ ayant fait partie du camp du OUI lors du référendum de 1995. De ce fait, nous pouvons confirmer notre hypothèse dix.

Un autre indice est utilisé afin de mesurer les différentes nuances de la « question nationale », soit l'identité nationaliste des électeurs, c'est-à-dire si ceux-ci se considèrent avant tout Québécois ou non. La régression logistique multinomiale nous permet de souligner que, comme dans le cas de l'appui à la souveraineté, les adéquistes se décrivent comme étant plus « Québécois » que ne le font les libéraux, mais moins que les péquistes, confirmant partiellement notre hypothèse. En clair, on comprend par cela que le parti autonomiste a probablement choisi la bonne option pour se démarquer des autres partis et faire des gains des deux côtés de l'échiquier. En effet, cette position est à l'évidence considérée comme une sorte de compromis qui peut plaire à un peu tout le monde, souverainistes et fédéralistes, Québécois et Canadiens vivant au Québec. Le pari de la « troisième voie » est ici un succès, sur lequel l'ADQ peut miser afin d'accroître sa popularité dans l'électorat québécois.

Notre douzième hypothèse stipule que les adéquistes manifestent plus de sentiments anti-partis spécifiques que les partisans des deux autres formations politiques. Nos résultats vont en ce sens. Ce résultat n'est pas surprenant. Après tout, le Parti québécois était au pouvoir en 2002. Les partisans de cette équipe pouvaient alors se montrer plus confiants que la normale envers les « partis traditionnels », puisqu'ils obtenaient plutôt ce qu'ils voulaient. De même, le parti de Jean Charest avait déjà été au pouvoir et était à ce moment l'opposition officielle. Les libéraux avaient déjà été en position de voir leurs besoins répondus d'une façon qu'ils jugeaient adéquate et pouvaient facilement imaginer, avec raison d'ailleurs, que cet état des choses allait bientôt redevenir une réalité. En d'autres termes, autant les péquistes que les libéraux bénéficiaient de la politique « traditionnelle ». L'ADQ, à l'opposé, était confinée à une opposition mineure, mais en croissance rapide, ce qui lui permettait d'attirer les gens cherchant autre chose que le PQ ou le PLQ – partis qui ne correspondaient pas au besoin de cette clientèle – et qui enfin trouvaient une option de plus en plus crédible pour propager leurs idées. Bref, l'ADQ avait tout ce qu'il fallait pour coaliser ensemble les gens insatisfaits du duo PQ-PLQ.

La situation est différente pour ce qui est des sentiments anti-partis généralisés. Le modèle statistique démontre que les adéquistes éprouvent plus de tels sentiments que les libéraux, contrairement à nos attentes. Le degré de signification est plus faible ici que la norme généralement acceptée, ce qui implique que nous devons prendre ce résultat avec un grain de sel. Néanmoins, nous savons que certains tiers partis réussissent à récolter un soutien important de la part des électeurs qui éprouvent une telle méfiance envers les partis politiques. Ce succès s'obtient lorsque ces tiers partis affirment vouloir faire la politique « autrement »¹²⁹. Or, L'ADQ correspond à ce portrait¹³⁰. On peut donc croire que ce parti réussit aussi à rejoindre cette clientèle plus désabusée envers les partis.

129 Éric Bélanger, « Antipartyism and Third-Party Vote Choice, A Comparison of Canada, Britain and Australia », 1072.

130 Voir par exemple Mario Dumont, *Message du chef de l'ADQ*. En ligne, <http://www.adq.qc.ca/programme>, 2007 (page consultée le 7 août 2007).

Comme dans le cas du précédent modèle statistique, celui-ci offre une représentation concrète de l'influence des différentes variables en illustrant de quelle façon les intentions de vote pourraient changer si les électeurs passaient d'un extrême à l'autre sur chacun des axes ci-dessus décrits. Ces informations sont présentées dans le tableau 17 pour les variables ayant un impact significatif. Certains faits sautent alors aux yeux, lorsqu'on aborde les variables significatives. Ainsi, le fait de procéder à une telle opération en ce qui concerne le niveau d'éducation augmente les probabilités de vouloir voter pour l'ADQ de 22 points de pourcentage et nuit au PQ dans une proportion semblable, ce qui n'est pas négligeable.

Tableau 17

Probabilités (en pourcentage) de voter pour les partis politiques en fonction d'un glissement de la position minimale à celle maximale sur certaines variables sociodémographiques et idéologiques

Variable	ADQ	PLQ	PQ
Niveau d'éducation	+21,7	-5,0	-16,7
Langue	+29,5	-46,8	+17,3
Travail à temps partiel	-18,5	+1,2	+17,3
Étudiant	-17,7	-3,6	+21,3
RMR de Québec	+24,6	-7,3	-17,4
Reste de la province	+18,1	-8,7	-9,4
Vision économique	+56,2	-4,7	-51,5
Appui à la souveraineté	-23,0	-32,9	+56,0
Identité nationaliste	+20,9	-53,6	+32,7
Anti-partis spécifique	+17,4	-5,1	-12,3
Anti-partis généralisé	+25,4	-15,1	-10,3

La variable sociodémographique jouant le plus grand rôle après avoir contrôlé pour les variables idéologiques est évidemment la langue. En ce sens, le fait d'être non francophone aide le parti de Jean Charest de 47 points de pourcentage, tandis que les francophones ont 17 et 30 points de pourcentage de

chances de plus de soutenir respectivement le PQ et l'ADQ. Il est tout de même intéressant de souligner qu'être francophone semble donc plus favoriser l'ADQ que le PQ, alors que nous aurions pu être portés à croire initialement le contraire. Ce fait illustre bien dans quel groupe sociodémographique le parti de Mario Dumont est allé chercher ses nouveaux appuis en 2002.

À l'opposé, être employé à temps partiel ou étudiant, par opposition au fait d'être employé à temps plein, pénalise la formation autonomiste de 18 points de pourcentage, au bénéfice du Parti québécois, dans des proportions similaires. Ce fait illustre clairement deux catégories de la population que le parti de Mario Dumont doit tenter de rejoindre afin de consolider ses appuis électoraux. Dans le cas des étudiants, la situation est un peu plus complexe. Nous savons que les personnes éduquées sont plus proches du parti en question, mais nous ignorons si la différence qui existe entre ces personnes et celles qui sont actuellement aux études est liée à un effet de cohorte – ce qui signifierait qu'une fois leurs études complétées, les étudiants actuels demeureraient hostiles à l'ADQ – ou d'occupation – qui suggérerait qu'après leurs études, les gens deviennent plus proches de l'ADQ qu'ils ne l'étaient avant. Une éventuelle étude ultérieure devrait tenter de déterminer la réponse à cette interrogation. Toutefois, si la deuxième alternative est celle qui correspond à la réalité, alors l'Action démocratique du Québec n'a pas à s'inquiéter outre mesure du fait que les étudiants actuels n'adhèrent pas à son parti : ils le feront plus tard. Dans le cas contraire, la problématique doit être réglée le plus rapidement possible si le parti ne veut pas se voir limiter à un rôle marginal dans le futur.

Le tableau 17 vient confirmer avec force l'affirmation selon laquelle la région de Québec est le cœur politique de l'ADQ. En effet, habiter cette région plutôt que l'Île de Montréal augmente les probabilités de voter pour ce parti de 25 points de pourcentage, presque entièrement aux dépens du Parti québécois. Le même chiffre pour le reste du Québec, moins la grande région de Montréal, est de 18 points de pourcentage, qui se partagent cette fois à peu près également entre le parti souverainiste et

le PLQ. La politique québécoise est à l'évidence régionalisée, ce qui signifie que les trois principales formations politiques doivent relever ce défi, soit percer les autres régions où ils sont moins forts – c'est-à-dire la grande région de Montréal dans le cas de l'ADQ – s'ils désirent accroître leur poids politique.

La plupart des variables idéologiques manifestent une influence importante sur les intentions de vote, comme l'expose le tableau 17. D'abord, un électeur ayant les positions économiques les plus à droite a 56 points de pourcentage de chance de plus d'être partisan de l'ADQ. Cet effet est le plus important quantitativement de tous ceux mesurés dans le cadre du deuxième modèle, indiquant ainsi la place de premier choix que prend ce clivage au Québec. De plus, un tel déplacement sur l'axe économique nuit au Parti québécois de pratiquement autant. Quant à lui, le Parti libéral du Québec n'est pas être trop affecté par cette variable, confirmant ainsi son centrisme relatif. Ces données indiquent que le continuum gauche-droite est bien vivant, mais pas d'une façon à laquelle nous aurions pu nous y attendre initialement. En effet, cet axe oppose surtout le Parti québécois à l'Action démocratique du Québec, qui est le réel représentant de la droite québécoise, laissant hors de l'équation le parti de Jean Charest, ce qui est assez surprenant.

L'appui à la souveraineté joue également un rôle de premier plan. Comme on pouvait s'y attendre, les plus souverainistes sont à 56 points de pourcentage plus péquistes. Toutefois, autant les adéquistes que les libéraux sont clairement défavorisés par un tel positionnement idéologique avec une pénalité un peu plus prononcée pour le PLQ. Plus exactement, celui-ci souffre d'une perte de 33 points de pourcentage à la suite d'un glissement vers un plus grand appui à la souveraineté, tandis que ce nombre se situe à 23 points de pourcentage pour le parti autonomiste. Ceci indique que les électeurs considèrent en fait l'ADQ comme étant un parti fédéraliste, malgré son passé souverainiste. Le fait de s'identifier exclusivement comme Québécois peut possiblement aider à expliquer cette découverte

inusitée. En effet, les électeurs démontrant un tel niveau d'attachement sont à 21 points de pourcentage plus portés à soutenir l'ADQ et à 33 points le PQ. Toutefois, le PLQ se trouve désavantagé de 51 points de pourcentage. En extrapolant un peu, ceci pourrait signifier que les électeurs se divisent selon une approche identitaire. Ainsi, les libéraux sont Canadiens et donc fédéralistes. Quant à eux, les adéquistes ressentent un attachement plus fort envers le Québec, mais croient toujours au fédéralisme canadien. Finalement, les péquistes sont également fondamentalement Québécois, mais adhèrent plutôt à l'idée selon laquelle la souveraineté est la meilleure option. En d'autres termes, l'ADQ est en voie de remplacer le PLQ comme étant le parti fédéraliste des Québécois, puisqu'il peut être attrayant pour une plus grande clientèle électorale.

Nous avons noté ci-dessus que la présence de sentiments anti-partis favorise l'ADQ. Le tableau 17 nous permet de mesurer l'ampleur de cet avantage. Étonnamment peut-être, la variante spécifique est la variable, parmi toutes celles étudiées qui avaient un impact significatif, dont l'ampleur du changement est le plus faible, lorsque l'on transite de la position minimale à celle maximale. Concrètement, le parti de Mario Dumont bénéficie d'une prime de 17 points de pourcentage, qui se transforme en pénalité de 12 points pour le Parti québécois et de 5 points de pourcentage pour le parti de Jean Charest. Cette prime est significative, mais démontre que malgré les efforts déployés par l'équipe adéquiste afin de faire paraître les deux autres partis comme étant de « vieux partis » qui reviendraient du pareil au même, le vote en faveur de l'ADQ s'explique par plusieurs autres facteurs avant d'être un simple vote de protestation envers les deux partis qui constituent le pouvoir depuis 1976. En même temps, la variante généralisée représente une ampleur un peu plus grande, de l'ordre de 25 points de pourcentage. Cela suggère que le vote adéquiste anti-partis existe, mais surtout comme une expression d'un ras-le-bol envers la classe politique générale. Ceci est positif, puisque de cette façon, les citoyens qui pensent ainsi peuvent tout de même renouer avec le système politique pour exprimer leur mécontentement.

Conclusion

Le but du présent mémoire était d'analyser les déterminants de l'appui à l'ADQ en 2002, afin de pouvoir dresser le portrait d'un adéquate-type. Nous croyons que cette connaissance nous permet de dégager les particularités de la population qui peut potentiellement être séduite de nouveau par le parti de Mario Dumont. L'année 2002 a été choisie pour notre étude, puisque c'est à ce moment que cette formation politique atteint pour la première fois les sommets dans les intentions de vote et surpasse même à ce moment son éventuelle performance électorale de 2007.

Il est important de rappeler ici que la montée spectaculaire de l'ADQ ne peut s'expliquer par des changements de la structure politique du Québec, puisque ceux-ci sont inexistantes. La croissance de ce qui était jusqu'à tout récemment un tiers parti doit conséquemment se comprendre par l'entremise du choix personnel de chacun des individus composant l'électorat québécois. Pour ce faire, l'utilisation des données fournies par un sondage CROP s'avère un choix pratique, spécialement puisque celui-ci questionne les répondants sur un ensemble de variables assez large pour nous permettre de justement répondre à nos objectifs de travail.

De façon plus précise, nous nous sommes attardés à deux grandes catégories de variables qui pouvaient, selon la littérature scientifique, expliquer les intentions de vote des Québécois en 2002 : les variables sociodémographiques et celles idéologiques. De ces deux catégories, nous avons choisi treize variables, chacune associée à une hypothèse de travail différente. Dans une majorité des cas, ces croyances initiales furent plutôt confirmées par les données dont nous disposons. Afin de bien présenter ces clarifications, nous abordons ci-dessous les principales trouvailles de notre étude.

Q1 : L'ADQ représente-t-elle le parti de la nouvelle génération?

Nos résultats ne vont que partiellement dans le sens de la théorie du renouveau générationnel. En effet, lorsque les caractéristiques sociodémographiques sont abordées seules, on remarque que le fait d'avoir 25-34 ans favorise effectivement l'ADQ. Toutefois, cette différence s'explique par un clivage idéologique entre jeunes et moins jeunes. Une fois l'idéologie prise en compte, les différences entre les différents groupes d'âge s'estompent. L'âge n'influence donc qu'indirectement les intentions de vote. De plus, nos données ne nous permettent pas de déterminer si ces changements s'expliquent par un effet d'âge ou de génération.

Q2 : L'ADQ est-elle le parti de la classe moyenne?

Contrairement à la croyance populaire, l'intention de voter pour l'ADQ en 2002 n'était pas liée au fait d'appartenir à la classe moyenne. En fait, aucun des trois principaux partis politiques du Québec ne se distingue au sein de cette catégorie de la population. Nos données ne nous permettent pas d'expliquer pourquoi. Une chose est certaine, la classe moyenne ne voit pas de différence entre ces partis ou si elle en voit, elle ne les considère pas comme étant importantes.

Q3 : La langue est-elle toujours une variable cruciale pour aborder la politique québécoise?

En un mot : oui. Comme par le passé, les non francophones sont sans ambiguïté attachés au PLQ. Pour ce qui est de ceux qui parlent principalement le français à la maison, c'est-à-dire le groupe linguistique qui détermine généralement le gagnant lors des élections, la situation est moins uniforme. Ceux-ci se répartissent presque pareillement entre l'ADQ et le PQ, délaissant majoritairement le parti de Jean Charest, positionnant ce dernier de façon nettement désavantageuse.

Q4 : Les intentions de vote sont-elles régionalisées?

Une fois de plus, nous pouvons affirmer que oui. La « capitale » adéquiste est sans conteste la grande région de Québec, suivie du reste de la province, excluant la RMR de Montréal. À l'inverse, la grande région de Montréal se distingue du Québec par son refus de l'offre adéquiste. Néanmoins, si l'ADQ parvient à garder ses appuis régionaux actuels, elle pourrait bien prendre une place dominante à l'Assemblée nationale. Le plus surprenant, c'est que les disparités régionales ne s'expliquent pas par le clivage idéologique. Nous n'avons, par exemple, aucune raison de croire que les citoyens de Québec pensent différemment de ceux de Montréal. Cette réalité signifie que tous les partis politiques qui veulent prendre de l'expansion devront comprendre ce qui sépare ainsi les diverses régions du territoire québécois – particulièrement les grandes villes de Montréal et de Québec – afin d'exploiter ces terrains cruciaux.

Q5 : Les adéquistes sont-ils à droite d'un point de vue économique?

Globalement, les citoyens considèrent que les trois formations politiques sont assez rapprochées sur les questions économiques. En même temps, s'ils avaient à les placer sur un continuum gauche-droite, on retrouverait probablement en ordre le PQ, le PLQ et l'ADQ. Dit autrement, le PQ représente le centre-gauche, le PLQ, le centre, et l'ADQ le centre-droit pour les Québécois. En ce sens, le PLQ peut trouver un certain avantage, le centre lui permettant d'espérer aller chercher des appuis un peu des deux côtés de ce spectre idéologique.

Q6 : Les adéquistes sont-ils plus souverainistes ou fédéralistes?

Clairement, les adéquistes sont en majorité fédéralistes. Cela dit, il existe une différence majeure entre eux et les libéraux : les adéquistes ont tendance à être des nationalistes québécois, tandis que ces derniers sont surtout des nationalistes canadiens. L'ADQ est donc composée de ceux qu'on nomme généralement les « nationalistes mous ». Ceci confirme qu'environ dix ans plus tard, ce parti représente toujours l'ancienne aile nationaliste du PLQ, qui a été en grande partie vidée lors de la création de la formation de Mario Dumont. De même, cela suggère que le parti de Jean Charest ne parvient toujours pas à rejoindre cette clientèle clef.

Q7 : Le soutien à l'ADQ est-il en fait seulement un vote de protestation contre les « vieux partis »?

Si l'on cherche à savoir si ce soutien est « seulement » un vote de protestation, alors la réponse est non. Plusieurs facteurs jouent en faveur de l'ADQ. Cela dit, un tel type de vote favorise effectivement ce parti. Cet avantage est constitué en partie d'un rejet des partis traditionnels, en l'occurrence le Parti québécois et le Parti libéral du Québec. Par contre, un gain encore substantiel s'obtient de la part des citoyens qui rejettent l'ensemble de la classe politique. Ceux-ci choisissent alors l'ADQ comme moyen d'exprimer leur mécontentement. On peut faire ici un parallèle entre cette formation politique et le *Reform Party*, qui jouissait du même phénomène. Peut-être cette caractéristique commune aide en expliquer au moins en partie les liens qui unissent aujourd'hui le Parti conservateur et le parti de Mario Dumont.

Q8 : Quels autres facteurs favorisent l'ADQ dans les intentions de vote?

On note deux autres variables qui ont eu une telle influence et qui sont probablement liées entre elles, tout en gardant chacun une contribution propre : un niveau d'éducation élevé et le fait de travailler à temps plein, le premier pouvant sûrement aider à obtenir le deuxième. Comme un grand nombre de gens correspond à de tels profils, surtout pour ce qui est de l'éducation, l'ADQ peut espérer continuer croître encore pour quelque temps.

L'avenir du système politique québécois

Quelles leçons pouvons-nous tirer de tout cela, notamment pour ce qui est de la place actuelle et à venir de l'ADQ dans la sphère politique québécoise? D'abord, nos données suggèrent que l'électorat est très divisé selon une perspective identitaire, autant au plan national que sur une base régionale. Ce fait devrait permettre à chacune des trois formations politiques d'avoir une base partisane assez solide pour espérer continuer à survivre pour quelques années encore, au minimum. Nous ne serions ainsi pas surpris si des gouvernements minoritaires devenaient la norme pour encore un certain temps. Cela dit, la politique est un domaine très volatil où tout peut changer extrêmement rapidement. L'histoire de l'ADQ nous illustre très bien ce fait. Si, et cela est un gros « si », un parti devait disparaître, cela serait probablement ce dernier ou le PLQ, car les deux semblent occuper environ le même terrain idéologique.

Dans cette lignée, nous pensons de plus que la thèse du réalignement partisan dans une optique générationnelle doit être écartée. Plutôt, si un réalignement a vraiment lieu, nous sommes d'avis que celui-ci se produit comme suite à un mouvement des élites intellectuelles, qui sont assez attirées idéologiquement par l'ADQ, particulièrement par sa vision économique. La publication du *Manifeste*

pour un Québec lucide se situe d'ailleurs dans cette logique, où lesdites élites tentent d'influencer par leurs discours les opinions du reste de la population. De cette base, nous pouvons ici émettre une hypothèse qui expliquerait potentiellement la percée réelle du parti de Mario Dumont lors de l'élection générale de 2007. Celle-ci proviendrait en fait d'une combinaison chanceuse, alliant d'un côté le discours intellectuel « lucide » - qui montrait d'une certaine façon au reste de la population que la voie de l'avenir se situait au sein de l'ADQ – et de l'autre un positionnement sur les « accommodements raisonnables » qui réconfortait un nombre important de francophones quant au fait que ce parti était vraiment un défenseur de l'identité québécoise. Ce dernier était vraisemblablement l'ingrédient manquant à la formation politique pour pouvoir obtenir des gains intéressants en 2003, en plus d'une consolidation du vote dans la grande région de Québec. Tout ceci n'est qu'une hypothèse basée sur nos résultats portant sur la clientèle adéquate en 2002, rappelons-le. En ce sens, il serait singulièrement pertinent de comparer cette dernière aux électeurs ayant effectivement voté pour l'ADQ en 2007, afin de comprendre si un changement s'est opéré ou si, comme nous le croyons, la formation politique a en fait fortifié sa base afin que celle-ci traduise son appui en vote réel.

Bibliographie

ADQ. 2004. *Accueil*. En ligne, <http://www.adq.qc.ca> (page consultée le 6 mai 2006).

Allan, James P. et Richard Vengroff. 2004. « The Changing Party System in Quebec : The 2003 Elections and Beyond ». *Québec Studies* 37 (été) : 3-22.

Althaus, Scott L. 2003. *Collective Preferences in Democratic Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Assemblée nationale du Québec. 2004, mise à jour du 25 novembre. *Informations historiques*. En ligne. <http://www.assnat.qc.ca/fra/patrimoine/index.html> (page consultée le 6 mai 2006).

Bélanger, Éric. 2004. « The Rise of Third Parties in the 1993 Canadian Federal Election : Pinard Revisited ». *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 37:3 (septembre) : 581-594.

Bélanger, Éric. 2004. « Antipartyism and Third-Party Vote Choice, A Comparaison of Canada, Britain and Australia ». *Comparative Political Studies* 37:9 (novembre) : 1054-1078

Blais, André. 2005. « Accounting for the Electoral Success of the Liberal Party in Canada, Presidential adress to the Canadian Political Science Association London, Ontario June 3, 2005 ». *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 38:4 (décembre), 821-840.

- Blais, André, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte. 2002. *Anatomy of a Liberal Victory : Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election*. Peterborough, Ontario : Broadview Press.
- Boggs, Andrew. 2006. « A Matrix for the Comparative Study of Student Movements : Twentieth Century Latin American, U.S. and Indian Student Movements ». *Higher Education Perspectives* 2:2 (2006) : 38-49.
- Boileau, Josée. 2002, 5 septembre. « L'ADQ formerait un gouvernement majoritaire : 11 points d'avance sur le PLQ, 15 sur le PQ ». *Le Devoir* (Montréal), A1.
- Boily, Robert, dir. 1999. *L'année politique au Québec 1997-1998*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Boisvert, Yves. 2007, 27 mars. « Le nouveau visage du nationalisme ». *La Presse* (Montréal), A7.
- Conseil permanent de la jeunesse. 2006. *Conseil permanent de la jeunesse. Jeunes du Québec*. En ligne. http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/stat_jeunes.html (page consultée le 22 août 2007).
- Courtemanche, Gil. 2007, 09 juin. « Pauvre classe moyenne! ». *Le Devoir* (Montréal), A4.
- Crête, Jean, dir. 1984. *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi, Québec : Gaëtan Morin éditeur.
- Cutler, Fred. 2002. « The Simplest Shortcut of All : Sociodemographic Characteristics and Electoral Choice ». *Journal of Politics* 64:2 (mai) : 466-490.

David, Michel. 2006, 26 octobre. « Pour son bien ». *Le Devoir* (Montréal), A3.

Delli Carpini, Michael X. et Scott Keeter. 1996. *What Americans Know about Politics and Why It Matters*. New Haven et Londres : Yale University Press.

Dion-Viens, Daphnée. 2002, 3 juillet. « La face cachée de l'ADQ ». *Alternatives* 8:10 (3 juillet). En ligne, <http://www.alternatives.ca/article331.html> (page visitée le 7 août 2007).

Directeur général des élections du Québec. 2006, mise à jour du 20 avril. *Élections partielles*. En ligne. http://www.electionsquebec.qc.ca/fr/resultats_part.asp (page consultée le 8 mai 2006).

Dumont, Fernand, dir. 1986. *Une société des jeunes?* Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.

Dumont, Mario. 2007. *Message du chef de l'ADQ*. En ligne. <http://www.adq.qc.ca/programme> (page consultée le 7 août 2007).

Dumont, Mario. 2006, 7 mai. *Notes pour une allocution de monsieur Mario Dumont, Chef de l'Action démocratique du Québec : prendre le beau risque de l'autonomie*. Granby : XVI^{ième} Conseil général de l'ADQ.

Dutrisac, Robert. 2002, 1^{er} juin. « Sondage Léger Marketing - Le Devoir - The Globe and Mail — La moitié des Québécois veulent un gouvernement adéquiste ». *Le Devoir* (Montréal), A1.

Duverger, Maurice. 1967. *Les partis politiques, Sixième édition*. Paris : Librairie Armand Colin.

Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. Boston : Addison-Wesley Publishing Company, Inc.

Élections Canada. 2003, mise à jour du 13 août. *Trente-sixième élection générale 1997 : Résultats officiels du scrutin : Synopsis*. En ligne.

<http://www.elections.ca/content.asp?section=gen&document=index&dir=rep/dec3097&lang=f&textonly=false>

(page consultée le 23 mai 2006).

Gagnon, Lysiane. 2007, 28 mars. « Le parti d'une génération? ». *La Presse* (Montréal), A29.

Gallup Organization. 2006. *Corporate History*. En ligne.

<http://www.gallup.com/content/default.aspx?ci=1357&pg=2> (page consultée le 20 juin 2006).

Gerring, John. 2005. « Minor Parties in Plurality Electoral Systems », *Party Politics* 11:1 (janvier) : 79- 107.

Gidengil, Elisabeth, André Blais, Joanna Everutt, Patrick Fournier et Neil Nevitte. 2006. « Back to the Future? Making Sense of the 2004 Canadian Election Outside Quebec ». *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 39:1 (mars) : 1-25.

Gidengil, Elisabeth, André Blais, Neil Nevitte et Richard Nadeau, 2001. « The Correlates and Consequences of Anti-Partyism in the 1997 Canadian Election ». *Party Politics* 7:4 (juillet) : 491-513.

- Golder, Matt. 2003. « Explaining Variation in the Success of Extreme Right Parties in Western Europe ». *Comparative Political Studies* 36: 4 (mai) : 432-466.
- Hillygus, D. Sunshine et Todd G. Shields. 2005. « Moral Issues and the Voter Decision Making in the 2004 Presidential Election ». *PS : Political Science & Politics* 38:2 (avril) : 201-209.
- Jackman, Robert W. et Karin Volpet. 1996. « Conditions Favouring Parties of the Extreme Right in Western Europe ». *British Journal of Political Science* 26:4 (octobre) : 501-521.
- Lessard, Denis. 2002, 24 août. « L'effet Dumont persiste », *La Presse* (Montréal), A1.
- Long, J. Scott et Jeremy Freese. 2005. *Regression Models for Categorical Outcomes Using Stata. Second Edition*. College Station, Texas: Stata Press.
- Long, J. Scott. 1997. *Regression Models for Categorical and Limited Dependent Variables*. Thousand Oaks, Londres, New Delhi : Sages Publications.
- Lubbers, Marcel et Peer Scheepers. 2000. « Individual and contextual characteristics of the German extreme right-wing vote in the 1990s. A test of complementary theories ». *European Journal of Political Research* 38:1 (août) : 63-94.
- Lublin, David. 2005. « The Strengthening of Party and Decline of Religion in Explaining Congressional Voting Behavior on Gay and Lesbian Issues ». *PS : Political Science & Politics* 38:2 (avril) : 241-245.

- Lupia, Arthur. 1994. « Shortcuts Versus Encyclopedias: Information and Voting Behavior in California Insurance Reform Elections ». *American Political Science Review* 88 : 1 (mars) : 63-76.
- Meguid, Bonnie M. 2005. « Competition Between Unequals: The role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success ». *American Political Science Review* 99 : 3 (août) : 347-359.
- Miller, Warren E. et J. Merrill Shanks. 1996. *The New American Voter*. Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press.
- Monière, Denis. 2001. *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Nadeau, Richard et André Blais. 1990. « Do Canadians Distinguish between Parties? Perceptions of Party Competence ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 23:2 (juin) : 317-333.
- Nevitte, Neil, André Blais, Elisabeth Gidengil et Richard Nadeau. 2000. *Unsteady State: The 1997 Canadian Federal Election*. Don Mills, Ontario: Oxford University Press.
- Parlement du Canada. 2006, mise à jour du 12 mai. *Députés de la Chambre des communes – 1867 à aujourd'hui – Par législature*. En ligne.
<http://www.parl.gc.ca/information/about/people/house/mpsparl.asp?lang=F>, (page consultée le 19 mai 2006).

- Pelletier, Réjean et Daniel Guérin. 1996. « Postmatérialisme et clivages partisans au Québec: les partis sont-ils différents? ». *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 29:1 (mars) : 71-109.
- Peterson, Geoff et J. Mark Wrighton. 1998. « Expression of Distrust: Third-Party Voting and Cynicism in Government ». *Political Behavior* 20:1 (mars) : 17-34.
- Pinard, Maurice. 1971. *The Rise of a Third Party, A Study in Crisis Politics* New Jersey : Prentice-Hall, Inc.
- Pinard, Maurice. 1973. « Third Parties in Canada Revisited: A rejoinder and Elaboration of the Theory of One-Party Dominance ». *Canadian Journal of Political Science/ Revue canadienne de science politique* 6:3 (septembre) : 439-460.
- Pinard, Maurice. 2003. « Un grand réalignement des partis politiques au Québec ». *Les cahiers du CRIC* (mars) : 1-9.
- Poguntke, Thomas. 1996. « Anti-party sentiment – Conceptual thoughts and empirical evidence: Explorations into a minefield ». *European Journal of Political Research* 29:3 (avril) : 319-344.
- Pratte, André. 2006, 12 avril. « Où va l'ADQ? ». *La Presse* (Montréal), A24.
- Pratte, André. 2005, 22 novembre. « Pour une fusion ADQ-PLQ ». *La Presse* (Montréal), A18.
- Pratte, André. 2003. *Le temps des girouettes*. Montréal : VLB éditeur.

Québec, Assemblée nationale du Québec. 2002, 26 mars. *Budget 2002-2003 – Énoncé complémentaire – Débat parlementaire – 5346-8*. 36^e législature, 2^e session, Cahier # 81.

Radio-Canada. 2006. *Les Archives de Radio-Canada: Débat à trois*. En ligne. http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-619-3384/politique_economie/combats_chefs/clip6 (page consultée le 6 mai 2006).

Salie, Daniel et Michael Murphy, dir. 2006. *Québec and Canada in the New Century : New Dynamics, New Opportunities*. Montréal : McGill-Queen University Press.

Scotto, Thomas J., Laura B. Stephenson et Allan Kornberg. 2004. « From a two-party-plus to a one-party-plus? Ideology, vote choice and prospects for a competitive party system in Canada ». *Electoral Studies* 23 : 3 (septembre) : 463-483.

Seligson, Amber L. 2003. « Disentangling the Roles of Ideology and Issue Positions in the Rise of Third Parties: The Case of Argentina ». *Political Research Quarterly* 56 : 4 (décembre): 465-475.

Shamir, Michal et Asher Arian. 1999. « Collective Identity and Electoral Competition in Israel ». *The American Political Science Review* 93 : 2 (juin) : 265-277.

da Silva, Virgílio Afonso. 2006. « Duverger's Law: Between social and institutional determinism », *European Journal of Political Research* 45 : 1 (janvier) : 31-41.

Sniderman, Paul M., Richard A. Brody et Philip E. Tetlock. 1991. *Reasoning and Choice*. Cambridge : Cambridge University Press.

Statistiques Canada. 2005. *Fichier de microdonnées à grande diffusion du recensement de 2001, fichier des particuliers*. Enquête #95M0016. Ottawa.

Venne, Michel, dir. 2003. *L'annuaire du Québec 2004*. Saint-Laurent, Québec : Éditions Fides.

Wouter van der Brug. 2004. « Issue ownership and party choice », *Electoral Studies* 23:2 (juin) : 209-23.